



et

McCarthy  
Tétrault

*présenté au*

**Burkina Faso**  
**Ministère du Commerce, de la Promotion de**  
**l'Entreprise et de l'Artisanat**

**Projet d'Appui à la Compétitivité et au**  
**Développement de l'Entreprise (PACDE)**

**Résultats de l'étude faisabilité de la zone pilote**

**Rapport préparée par**



**Ouédraogo Sylvestre**  
**Yam Pukri**  
**Association pour le Développement et la Vulgarisation des**  
**Nouvelles Technologies de l'Information aux Jeunes**  
**Africains**  
09 BP 1170 Ouagadougou 9, Burkina Faso

Email: [sylvestre.ouedraogo@gmail.com](mailto:sylvestre.ouedraogo@gmail.com)

**Le 20 juillet 2005**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>3</b>
<b>LISTE DES ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1 INTRODUCTION GÉNÉRALE.....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJECTIFS DE L'ÉTUDE .....	5
1.2 MÉTHODOLOGIE UTILISÉE .....	5
1.3 CHOIX DES LOCALITÉS D'ÉTUDES.....	6
1.4 CHOIX DES POPULATIONS À ENQUÊTER.....	7
1.5 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES .....	8
<b>2 BRÈVE PRÉSENTATION DE LA RÉGION DU SUD OUEST .....</b>	<b>9</b>
2.1 COMPORTEMENTS DES POPULATIONS DANS LES LOCALITÉS NON DESSERVIES ET DESSERVIES PAR LES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION.....	10
2.2 ANALYSE PAR PROVINCE.....	13
2.3 DÉPENSE DES MÉNAGES EN TÉLÉCOMMUNICATIONS .....	36
<b>3 CONCLUSION .....</b>	<b>39</b>
<b>4 RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES.....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>41</b>

Annexe A : Tableaux détaillés des relations entre le revenu des ménages et les dépenses dans les localités sans services et avec services.

Annexe B : Présentation des localités étudiées

Annexe C : Observations et notations importantes, zones sans services.

Annexe D : Observations et notations importantes, zones avec services

Annexe E : Résultats d'étude: Ménages non services

Annexe F : Résultats d'étude: Ménages avec services

Annexe G : Résultats d'étude: entreprises et institutions non services

Annexe H : Résultats d'étude: entreprises et institutions avec services

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les populations de la région du Sud Ouest, les autorités coutumières, administratives et politiques et pour leurs disponibilités et leurs intérêts pour cette étude.

Nos remerciements vont également à l'endroit de l'ARTEL, du PACDE et du groupe de Consultants pour les conseils et l'appui méthodologique.

Grand bravo à l'équipe de chercheurs qui a parcouru la région dans des conditions parfois difficiles.

---

## LISTE DES ACRONYMES

ABRÉVIATIONS	TERME
AGR	ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE REVENUS
ARTEL	UTORITÉ NATIONALE DE RÉGULATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
BTS	BASE TRANSCEIVER STATION
INSD	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE
ONG	ORGANISME NON GOUVERNEMENTAL
PACDE	PROJET D'APPUI À LA COMPÉTITIVITÉ ET AU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
PNGT II	PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES TERROIRS, DEUXIÈME PHASE

## 1 INTRODUCTION GÉNÉRALE

Conformément à l'étude réalisée par les bureaux d'études Intelecon et McCarthy Tétrault pour le compte du gouvernement du Burkina Faso dans le cadre du projet d'accès au service universel de télécommunication<sup>1</sup> dans les localités rurales du Burkina Faso, la zone du Sud Ouest a été choisie comme zone pilote.

Les bureaux d'études ont donc jugé bon de faire une étude de terrain afin de vérifier certaines hypothèses utilisées dans le travail et de mieux affiner l'étude par des informations fiables venant des populations de la zone pilote.

Une mission d'étude composée de Scott McConnell d'Intelecon et de Ouédraogo Sylvestre, Consultant et chargé de la recherche de terrain ainsi qu'un groupe d'enquêteurs a menée des investigations dans la zone du Sud Ouest et précisément dans les provinces de la Bougouriba, du Poni et du Nounbiel du 28 mars au 7 Avril 2005. L'étude qui été très riche a permis de recueillir des informations de nature quantitative et qualitative.

### 1.1 OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'étude de terrain dans la zone pilote visait plusieurs objectifs :

- Vérifier le rayon d'action des réseaux de téléphonie mobile installés dans les localités. En fait, théoriquement, il est dit que le rayon d'une BTS ou antenne pouvait atteindre 35 km. Nous verrons donc dans la réalité le niveau de couverture réel compte tenu de l'état du terrain ;
- Étudier le comportement des populations (ménages, entreprises, leaders...) dans les localités desservies, en particulier la fréquence l'utilisation des moyens de télécommunications, les dépenses consenties et les services souhaitées par la population ;
- Étudier le comportement des populations dans les localités non desservies (besoins en moyens de télécommunication, dépenses consenties dans les télécommunications, services souhaitées, problèmes rencontrés...) ; et
- Valider les certaines hypothèses de travail de l'étude précédente comme la part des revenus allouées aux télécommunications qui était fixée à 3% du revenu.

### 1.2 MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Pour mener à bien ce travail, l'équipe de recherche a utilisé plusieurs techniques :

---

<sup>1</sup> **Ministère du Commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'Artisanat**, *Rapport sur les structures existantes et l'expérience internationale, assistance technique pour l'octroi d'autorisations/licences d'opérateurs de télécommunications en milieu rural*, Intelecon & McCarthy Tétrault 15 mars 2005

- Formation des enquêteurs et test des questionnaires ;
- Echantillonnage dans la zone pilote ;
- Les interviews par fiche d'enquête ;
- Les entretiens avec les autorités et personnes leaders dans la région ; et
- L'utilisation de données secondaires.

Les fiches d'enquêtes ont été retravaillées avec l'équipe de recherche ainsi que les agents de l'ARTEL à Ouagadougou. Une enquête test a été faite à Nagréongo et à Ziga dans la province de l'Oubritenga avant la sortie sur le terrain.

### 1.3 CHOIX DES LOCALITÉS D'ÉTUDES

Nous avons estimé qu'une investigation dans 12 villages dans la zone pilote était suffisante pour avoir des informations représentatives de la région. Les investigations vont concerner les ménages, les micros entreprises et les informateurs clés des localités. 20 ménages sont enquêtés dans chaque village. Les villages étudiés appartiennent à des localités couvertes ainsi que des localités non couvertes par les services de télécommunication mobiles. L'accent a été mis sur ce point parce que l'étude préconise l'utilisation de la technique non filaire comme possibilité de couverture dans la région.

Sur les 12 villages, 8 sont considérés comme non couvertes et 4 couvertes. Dans la pratique, nous avons ajouté un village du fait que les habitants recevaient le signal dans cette localité. Nous avons donc travaillé sur 13 villages au lieu de 12.

La difficulté d'obtention des localités rurales couvertes les services de télécommunication mobile nous ont amené à enquêter un quartier périphérique de Gaoua et voir l'influence exercée par un télécentre périphérique sur les villages environnants. nous avons aussi enquêté une localité extérieure à nître zone d'observation (Djikologo) du fait que c'est la seule qui possède un télécentre fonctionnant sur le principe de la téléphonie mobile.

Les localités jugées de couvertes sont en général des localités où l'on reçoit le signal d'un ou de plusieurs réseaux. La réception du signal conduit le plus souvent la population à rechercher des solutions par l'achat de téléphone portable, l'utilisation de téléphone portable en commun ou encore l'installation de cabine privée de télécommunication. La présence du signal ne signifie donc pas toujours l'utilisation de ce signal ou sa présence quasi permanente en tout lieu ou en tout temps : il faut aller parfois à des endroits spécifiques pour avoir le signal. L'ingéniosité des populations et la socialisation de cet outil de communication nous permettent donc de qualifier certaines localités de couvertes.

Tableau 1 : Échantillon des ménages enquêtés dans la région du Sud Ouest (zone avec existence de service de télécommunication)								
Province	Département	Ville/villages						Total
Bougouriba		Bondigui	Djikologo	Ponit-chonon	Broum-Broum	Bamako	Dolo	
	Bondigui	8						8
	Diébougou					16		16
	Dolo						15	15
	Total	8				16	15	39
Poni	Gaoua			16				16
	Broum Broum				14			14
	Total			14	14			30
Ioba	2 Zambo		16					16
	Total		16					16
Total Général								85

Tableau 2 : Échantillon des ménages enquêtés dans la région du Sud Ouest (zone sans existence de service de télécommunication)											
Province	Département	Village									Total
		Fadio	Broum Broum	Olbountoune	Midebdo	Kosso	Djigoué	Bondigui	Tamipar	Nako	
Noumbiel	Kpere	20									20
	Batié								19		19
	Boussoukoula					18					18
	Midebdo				16						16
	Tota	20			16	18			19		73
Poni	Broum Broum		18								18
	Djigoué						14				14
	Nako									16	16
	Total		18				14			16	48
Bougouriba	Bondigui							18			18
	Dolo			18							18
	Tota			18				18			36
Total Général											157

### 1.4 CHOIX DES POPULATIONS À ENQUÊTER

Le groupe d'enquêteurs prend contact avec le Préfet ou le Haut Commissaire de la province pour expliquer l'objet de l'étude. L'équipe, qui a déjà identifié les localités à enquêter d'une façon plus ou moins aléatoire informe les autorités qui les donne plus de précisions sur les localités. Les caractéristiques de l'équipe pour les localités sont :

- Elles doivent être de taille moyenne (200 à 700 habitants) en cas où elle est plus importante, on travaille sur 1 ou deux quartiers.

- On prend des villages à activités différentes ainsi qu'à richesse différente. On constate en effet que les populations ont une idée de la richesse (localités à forte culture marchande ou orpaillage par exemple).
- On prend des villages plus ou moins accessibles/enclavés géographiquement
- L'équipe va sur le terrain, le plus souvent accompagnée par une personne connaissant la localité. L'introduction est faite avec le préfet, le chef de village, le chef de terre ou le responsable administratif Villageois selon les situations. Une personne est choisie parmi ces derniers comme informateurs clé pouvant donner certaines informations sur le village. Après les entretiens avec les informateurs clés, les enquêteurs peuvent commencer leurs travail en identifiant eux mêmes les personnes qu'ils désirent entretenir avec et en essayant de mixer cette population. (Hommes, femmes, jeunes, vieux, riches, pauvres).

## 1.5 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres :

- Difficultés d'enquêter les femmes ;
- Méfiance des interviewées ;
- Difficultés d'accès aux localités ;
- Difficultés d'estimation des revenus et des dépenses ainsi que des distances ; et
- Une partie de l'enquête s'est déroulée en Birifor, Dagara, Iobiri ou et Dioula. Il faut compter avec l'infidélité de certaines traductions.

Les enquêteurs ont eu des difficultés pour enquêter les femmes du fait que les hommes voulaient être présents pendant l'interrogatoire, ce qui biaisait les données. En plus de cela, les femmes refusaient de répondre aux questions, disant que c'est le chef de ménage, généralement l'homme qui se chargeait de la communication.

Les enquêtés, surtout ceux de la province du Noubiel sont très méfiantes. Leurs isolements et leurs proximités avec les autres pays (le Ghana et la Côte d'Ivoire) peuvent expliquer cet état de fait. L'accessibilité des localités a été parfois très difficile même en voiture 4x4. Tout cela montre le besoin de moyens de télécommunication pour réduire l'isolement.

Les difficultés d'estimation de revenus ont été aussi constatées, comme dans la plupart des études où on évoque ces questions. Nous avons procédé par approximation en utilisant les critères de possession de terres agricoles cultivés, la nature des cultures ainsi que les produits de l'élevage et des cultures forestières comme l'anacarde. Nous nous sommes inspirés à cet effet de la méthode de l'INSD.

Les populations apprécient aussi souvent mal les distances en Km, surtout celles qui sont piétonnes ont une conception différente de celles qui se déplacent à mobylette. Où le cadran affiche les distances kilométriques.



---

## 2 BRÈVE PRÉSENTATION DE LA RÉGION DU SUD OUEST

Nos observations globales se basent sur l'analyse des résultats de l'enquête Burkinabè sur les conditions de vie des ménages (2003), pour des informations plus détaillées sur les aires de recherches, se référer à l'annexe.

La zone du Sud Ouest regroupe 4 provinces : la Bougouriba, le Poni , le Ioba et le Nounbiel. Elle est frontalière à la Côte d'Ivoire et au Ghana. Région rurale par excellence, elle fait partie des régions les moins alphabétisées au Burkina Faso. Il enregistre un taux de 10,7% contre une moyenne nationale de taux d'alphabétisation rurale de 12,5%.

Les revenus non monétaires (salaires, activités non agricoles) représentent une large part du revenu total des ménages dans le Sud Ouest (46,3%).

En 1995-1996, la province du Poni (Poni plus Nounbiel actuels) disposait d'une superficie cultivable de 7513 km<sup>2</sup>, soit à peu près 72,5 % de la superficie totale estimée à 10361 km<sup>2</sup>. Sur ce potentiel, seulement 780,50 km<sup>2</sup> étaient emblavées, soit 10,39 % des superficies cultivables.<sup>2</sup> Cela montre que la région du Sud Ouest est une zone à forte potentialité agricole à peine exploitée.

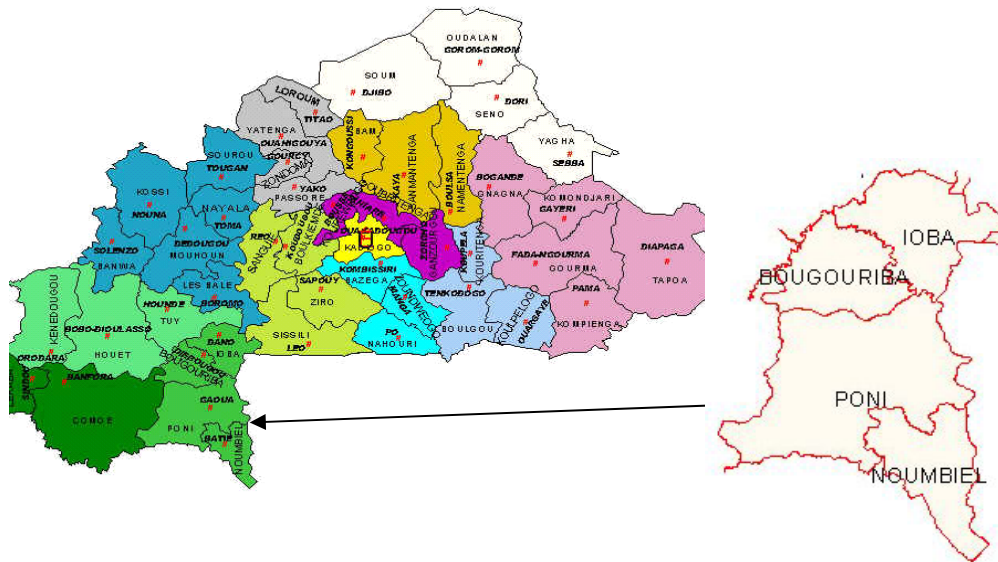
Les caractéristiques les plus frappantes de la zone du Sud Ouest est son retard en matière d'infrastructure (santé, éducation, communication...) et son grand potentiel agricole. Actuellement, une grande orientation de l'agriculture tend à être dirigée vers l'exploitation, forestière telle la culture de l'anacarde qui procure des revenus substantiels sans avoir les contraintes des autres cultures de rente comme le coton qui a été presque abandonnée dans le Nounbiel.

Nous pensons que le choix de la zone du Sud Ouest pour expérimenter la téléphonie rurale parle d'elle-même. C'est une zone qui n'a pas eu les autres avantages en terme d'urbanisation et l'Etat veut donc se rattraper avec cette approche. Notons aussi que c'est une zone faiblement peuplée par rapport aux autres régions du Burkina Faso.

Les infrastructures de communication sont concentrées dans les chefs lieux de province. En dehors de ces villes, il est hasardeux de parler de couverture en moyens de communication tellement la zone en est dépourvue. La Ville de Gaoua et de Diébougou ont la chance d'abriter les réseaux de téléphonie mobile dont profite quelques villages aux alentours que nous avons ou interviewer quelques uns dans le cadre de l'étude.

---

<sup>2</sup> Trading for Development, analyse situationnelle dans quatre régions du Burkina : cascades, hauts-bassins, sahel et sud-ouest, Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales, 2004.



Source: [http://www.inforoute-communale.gov.bf/english/monographie\\_nouveau/p\\_c\\_m\\_si/entete\\_carto.htm](http://www.inforoute-communale.gov.bf/english/monographie_nouveau/p_c_m_si/entete_carto.htm)

## 2.1 COMPORTEMENTS DES POPULATIONS DANS LES LOCALITÉS NON DESSERVIES ET DESSERVIES PAR LES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION

### 2.1.1 Utilisation, Dépenses et Moyens de communication utilisés par les populations

Notre public enquêté utilise dans un fort pourcentage le téléphone (72 personnes sur les 85 interviewés). Pour ceux qui n'utilisent pas le téléphone, les problèmes de coût (3 /13) et l'absence de besoins (2/13) et d'autres raisons (8/13) semblent être les raisons principales.

Dans les localités non desservies, nous constatons que 52,0% des interviewés ont déjà utilisé le téléphone contre 48% qui ne l'ont jamais fait.

Pour contacter des personnes en dehors de sa localité, l'appel au téléphone s'avère être le moyen le plus utilisé : 67 enquêtés sur 85 soit (78,8%) des répondants l'affirment. Les autres moyens (envoi par messenger, courrier, ou déplacement physique sont par ordre décroissant les moins pratiqués (7,1%) (5,9%) et (3,5%). Il est intéressant de constater que la population enquêtée préfère utiliser un messenger plus que le fait d'envoyer un courrier, la population étant en général non alphabétisée.

Dans les localités non desservies, la population préfère se déplacer ailleurs pour communiquer (42,0%) envoyer une lettre (29,9%), envoyer un messenger (17,2%) et enfin aller en personne (1,9%).

<b>Tableau 3 : État des dépenses en moyens de communication (localités avec services )</b>		
	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage valide</b>
Pas de frais financiers	11	15,7
De 1 à 2000 FCFA	47	67,1
2000 à 4000 FCFA	4	5,7
4000 à 6000 FCFA	1	1,4
6000 à 8000 FCFA	4	5,7
8000 à 10000 FCFA	2	2,9
Plus de 10000 FCFA	1	1,4
Total	70	100,0
Système manquant	15	
Total général	85	

Le tableau ci-dessus nous montre 67,1% des répondants dépensent moins de 2 000 FCFA. Environ 15,7% des enquêtés ne dépensent pas financièrement pour leurs besoins de communication. Il faut souligner que les besoins en communication regroupent toutes les possibilités (téléphones, messenger, déplacement physique...). Nous avons essayé d'isoler les dépenses en besoins de télécommunication effectuées par les ménages.

<b>Tableau 4 : Dépense moyenne de communications téléphoniques par mois pour les possesseurs de téléphones personnels (localités avec services)</b>		
	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage valide</b>
2 000 à 4 000 FCFA	3	11,1
4 000 à 6 000 FCFA	6	22,2
6 000 à 8 000 FCFA	3	11,1
8 000 à 10 000 FCFA	2	7,4
Plus de 10 000 FCFA	13	48,1
Total	27	100,0
Système manquant	58	
Total général	85	

<b>Tableau 5 : Dépense moyenne en communications téléphoniques par mois (usagers de téléphones publics dans les localités avec services)</b>		
	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage valide</b>
De 1 à 2000 FCFA	27	46,6
2000 à 4000 FCFA	15	25,9
4000 à 6000 FCFA	7	12,1
6000 à 8000 FCFA	2	3,4
plus de 10000 FCFA	7	12,1
Total	58	100,0
Système manquant	27	
Total général	85	

Environ la moitié des interviewés, soit 46,6% font des dépenses en communications téléphoniques comprises entre 1 à 2000 FCFA. Nous constatons que les dépenses de 1 à 6000 FCFA concentrent 84% de l'échantillon. En faisant la sommation entre l'usage privé et public du téléphone, nous obtenons le tableau suivant :

Tableau 6 : Dépenses totales moyennes/mois communications téléphoniques				
	Zone avec service		Zone sans service	
	Fréquence	% valide	Fréquence	% valide
,00	18	21,2	1	1,4
Moins de 5000 FCFA	39	45,9	50	67,6
Entre 5000 et 10000F CFA	12	14,1	10	13,5
Entre 10000 et 15000F CFA	2	2,4	6	8,1
Entre 15000 et 20000FCFA	4	4,7	3	4,1
Entre 20000 et 25000F CFA	2	2,4	1	1,4
Entre 35000 et 40000F CFA			1	1,4
Plus de 50000FCFA	8	9,4	2	2,7
Total	85	100,0	74	100,0
Systeme manquant			83	
			157	

Tableau 7 : Statistiques de base des dépenses en communication téléphoniques par mois		
	Dépenses totales moyennes/mois communications téléphoniques (localités avec service)	Dépenses moyennes en téléphone/mois localités sans services
N	85	74
manquants	0	83
Moyenne	14 524,76	6 778,38
Médiane	2 500,00	3 200,00
Mode	5000	5000

En prenant comme référence la moyenne, nous pouvons dire que les ménages dépensent mensuellement 14 524 FCFA par mois en dépenses de communication. Les variations dans les dépenses en consommation des ménages étant forte, la référence au mode nous montre que les ménages dépensent en moyenne 5 000 FCFA par mois pour leurs dépenses de communications téléphoniques. Cet indicateur semble être plus réaliste.

Dans les localités sans services, la dépense moyenne est plus faible que dans la zone avec service mais nous constatons que le mode reste le même curieusement.

En général, les dépenses sont élevées pour les ménages situés dans les localités avec service, ce qui est tout à fait logique. Les montants observés dans les localités sans services montrent que le besoin de communication est très important pour ce public qui malgré l'absence du service se déplace pour le rechercher.

## 2.2 ANALYSE PAR PROVINCE

La mise en place d'un dispositif de communication se base avant tout sur la capacité des ménages à dépenser pour les différents services. L'analyse par province peut montrer des disparités que ne révèle pas la tendance régionale. Les stratégies doivent donc tenir compte de ces disparités si elles existent.

Le tableau ci-après nous révèle effectivement que les tendances sont différentes entre les provinces. Par exemple dans le Noumbiel, la disposition à payer est très inférieure que dans les autres provinces : 70,6% consacrent moins de 2 000 FCFA par mois dans les dépenses de communication.

En revanche, dans le Poni et la Bougouriba, les montants alloués aux dépenses de communication sont plus importants. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet état de fait : les populations de Poni et de la Bougouriba sont plus familiarisés avec les outils de communication que le Noumbiel, plus reculé et possédant très peu d'infrastructures comparativement aux autres provinces.

		0 FCFA	Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCF A	4000 à 6000 FCF A	6000 à 8000 FCF A	8000 à 10000 FCFA	Plus de 10000 FCFA	Total
Noumbiel	Effectif		12	1	2	1		1	17
	% dans Province		70,6%	5,9%	11,8%	5,9%		5,9%	100,0 %
Poni	Effectif	1	8	4	6	3	5	8	35
	% dans Province	2,9%	22,9%	11,4%	17,1%	8,6%	14,3%	22,9%	100,0 %
Bougouriba	Effectif		7	9	2			4	22
	% dans Province		31,8%	40,9%	9,1%			18,2%	100,0 %
Total	Effectif	1	27	14	10	4	5	13	74
	% dans Province	1,4%	36,5%	18,9%	13,5%	5,4%	6,8%	17,6%	100,0 %

Province	Moyenne	N	Ecart-type
Noumbiel	2 888,24	17	4 792,94
Poni	8 931,43	35	11 555,18
Bougouriba	6 359,09	22	11 041,37
Total	6 778,38	74	10 396,81

		Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCFA	4000 à 6000 FCFA	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10000 FCFA	Plus de 10000 FCFA	Total
Bougouriba	Effectif	11	2	4	1	--	10	28
	% dans Province	39,3%	7,1%	14,3%	3,6%	--	35,7%	100,0%
Poni	Effectif	5	5	4	4	2	4	24
	% dans Province	20,8%	20,8%	16,7%	16,7%	8,3%	16,7%	100,0%
Ioba	Effectif	5	4	2	1	1	2	15
	% dans Province	33,3%	26,7%	13,3%	6,7%	6,7%	13,3%	100,0%
Total	Effectif	21	11	10	6	3	16	67
	% dans Province	31,3%	16,4%	14,9%	9,0%	4,5%	23,9%	100,0%

Une observation des dépenses en communication dans les localités avec services montre qu'au niveau de la Bougouriba, les dépenses supérieures à 10 000 FCFA sont plus importantes (35,7%). En prenant les moyennes par provinces, nous avons le tableau suivant :

Province	Moyenne	N	Ecart-type
Bougouriba	31 853,75	28	51 219,24
Poni	11 067,70	24	23 882,35
Ioba	5 138,33	15	5 546,54
Total	18 426,94	67	37 613,99

## 2.2.1 Possession, fréquences en usage, type et mode d'usage du téléphone

### *Comportement des ménages dans les localités desservies*

Nous nous intéressons à voir ici si les interviewés possèdent leurs propres téléphones ou non, les types de services ainsi que le mode d'usage du téléphone.

Parmi nos interviewés, seulement 28 sur 72 ayant déjà utilisé le téléphone en possède, ce qui est considérable. L'impact de la téléphonie mobile est perceptible dans les localités rurales puisque aucun de nos interviewés ne semble posséder de téléphone fixe à domicile. Les trois opérateurs couvrent la ville de Gaoua dans un rayon théorique à peu près de 30 km. Telecel Faso et Telmob couvrant la ville de Diébougou et ses environs.

## La fréquence d'usage du téléphone

	Combien de fois par mois utilisez-vous le téléphone public?	Combien de fois par mois utilisez-vous votre téléphone?
N	56	26
Manquants	29	59
Moyenne	5,32	17,54
Médiane	3,00	15,00
Mode	3	30

Nous constatons ici que les ménages possédant un téléphone portable tendent à les utiliser régulièrement. Ces derniers fréquentent dans une moindre mesure les accès publics. En prenant comme critère la moyenne, on peut dire que les interviewés utilisent tous les deux jours leurs téléphones portables et fréquentent peu le téléphone public. Si c'est le mode, le comportement vis-à-vis du téléphone public ne change pas trop, mais celui des appels devient plus régulier (presque tous les jours).

Les télécentres sont les endroits par excellence d'utilisation de téléphones publics. Sur les 56 interviewés ayant affirmé utiliser ce moyen, 57,9 % le font dans les télécentres publics.

### Comportement des ménages dans les localités non desservies

Dans les localités non desservies, les ménages se déplacent sur des distances moyennes de 35 Km pour effectuer des appels téléphoniques. Le déplacement prend en moyenne 3,74 heures pour l'aller-retour.

La moyenne en communication est de 685 FCFA par transaction, mais les frais de déplacement sont plus élevés (2 537 FCFA en moyenne). Les frais élevés désincitent à se déplacer fréquemment. Pour les ménages qui se déplacent, ils peuvent effectuer jusqu'à 5 appels en moyenne par mois.

	Combien ce moyen de communication vous coûte-t-il	Environ à combien de km se trouve cette ville/village?	En général, combien d'heures prend l'aller-retour?	Combien coûte l'aller retour pour faire cet appel ?	Combien de fois/mois téléphonez-vous dans une autre ville ?
N Valide	147	73	68	37	76
Manquante	10	84	89	120	81
Moyenne	685,61	35,86	3,74	2 537,84	4,76
Médiane	300,00	35,00	3,00	2 000,00	3,00
Mode	0	30	3 <sup>3</sup>	2400	1

<sup>3</sup> Il existe de multiples modes (3 et 4)

**Type et orientation des appels dans les localités avec services**

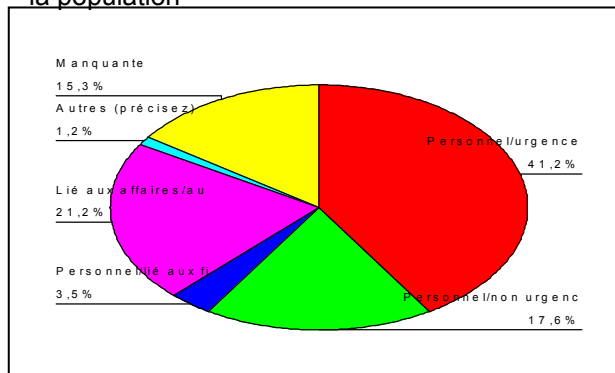
Comme nous le montre le graphique 3, les appels personnels liés aux urgences semblent être le lot le plus important (41,2%) des interviewés. Ensuite nous avons les appels pour motifs d'affaires (21,2%). Les appels pour des raisons non urgentes sont aussi importants (17,6%).

En conclusion on peut dire que les interviewés utilisent le téléphone surtout pour les problèmes d'urgence suivi par les besoins de travail et des besoins purement sociaux. Les échanges avec les informateurs clés et d'autres personnes dans les localités semblent confirmer cette situation. La zone du Sud Ouest est très enclavée. Sa proximité avec les frontières du Ghana et de la Côte d'Ivoire et son isolement la positionne comme une proie facile pour les attaques de toutes sortes. La faiblesse des systèmes de santé nécessite fréquemment des évacuations sanitaires également. Le besoin de communiquer devient donc très impérieux pour ces populations.

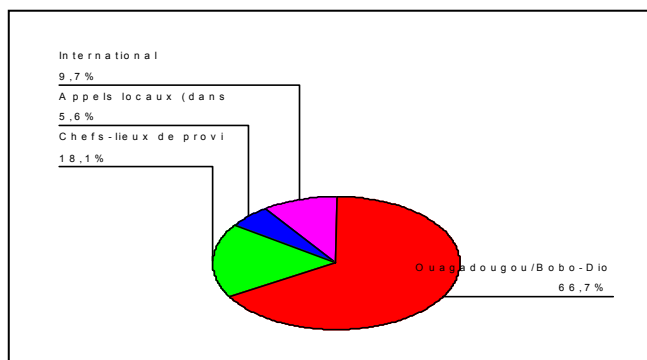
Comme nous le montre le graphique 4, les appels sont orientés en premier lieu sur les capitales politiques et économiques (Ouagadougou et Bobo Dioulasso) dans un fort pourcentage (66,7%) suivi par les chefs lieux de province (18,1%), les appels internationaux (9,7%) et enfin les appels locaux (5,6%).

En ce qui concerne les appels entrants, le sens des appels est tout à fait similaire que les appels sortants comme nous l'indique le graphique 5 : la population reçoit en premier lieu les appels en provenance de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso et ensuite, en provenance des chefs lieux de province, de l'international et enfin du milieu local.

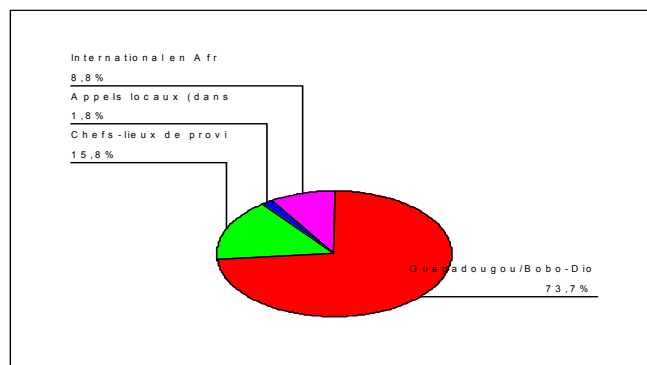
Graphique 3 : Les types d'appels effectués par la population



Graphique 4 : Orientation des appels sortants dans les localités avec services



Graphique 5 : Orientation des appels entrants dans les localités avec services





## ***Les autres services de communication utilisés et souhaits des interviewés pour les accès publics***

### **Observations dans les localités avec services**

Comme nous l'indique le tableau 14, nos observations ont montré que seulement 19% des interviewés utilisent les SMS. Pourtant les services de SMS coûtent relativement moins chers. Si l'on prend en compte qu'il faut être lettré pour utiliser cet outil et que son interlocuteur doit aussi l'être, nous comprenons la faiblesse d'usage des SMS.

<b>Tableau 14 : Statistiques des SMS dans les localités desservies</b>	<b>Les gens qui utilise le SMS</b>	<b>La moyenne mensuelle des envois SMS</b>
Population utilisant les SMS	11	
Population totale ayant répondu à la question	74	
% valide	14,8%	
Moyenne		24,09
Médiane		9,00
Mode		2

La moyenne mensuelle des envois SMS est de 24 par interviewé utilisant ce moyen. Le volume de SMS est donc faible dans la localité.

Nous avons essayé de faire la différence entre une cabine téléphonique publique et un télécentre. La cabine téléphonique publique n'a pas d'assistance tandis que dans le télécentre, l'appel est plus socialisé : on peut demander une assistance et on peut même demander des faveurs.

La population préfère donc dans une large part ces types d'infrastructures (87,5%). En ce qui concerne les endroits où ils désirent trouver ce genre d'équipement, la place du marché semble être l'endroit privilégié.

Les caractéristiques les plus importantes d'un téléphone public par ordre décroissant sont l'emplacement (76,4%), la discrétion (15,3%) et l'aide disponible (6,9%). Les interviewés pensent que les coûts de communication sont élevés dans 48,6% des cas et sont prêts à effectuer plus d'appels interurbain si les coûts étaient plus faibles. Nos observations dans les télécentres corroborent ce constat : les appels sont plus nombreux pendant les week end et les heures creuses, les coûts étant plus faibles.

La qualité de service semble être le point le plus important : 83,5% des répondants privilégient la qualité de service aux appels moins chers.

Les services les plus désirés par les enquêtés sont la Poste (89,9%), le service de transfert d'agent (29%) des enquêtés et la caisse d'épargne (23,2%). Pour les autres services, ils sont presque méconnus par la

population qui les préfèrent dans des proportions très faibles : fax 8,7% ; courriel 1,4% ; Internet 10,1% ; et ordinateurs 2,9%.

### **Observations dans les localités sans services**

Dans les localités sans service de communication comme dans les localités avec service, le référentiel de la population porte sur des outils dont ils ont déjà vu ou utilisé. Concernant les différents services de télécommunications, la poste semble être préférée dans 75% des cas, suivie de caisse d'épargne et de crédit (43,2%) et de service de transfert d'argent (11,5%) et du fax (9,8%). Pour les autres services, ils sont très marginaux : l'Internet (4,5%) l'ordinateur (0,8%) et le courriel (0%).

### **Comportements probables dans les localités sans services en cas d'installation de services de télécommunication**

Nous nous sommes intéressés dans le travail à voir comment les interviewés se comporteraient si il y avait un service de communication à proximité. Bien que l'on sache que la présence réelle du service peut modifier les comportements ou que les comportements peuvent évoluer, nous pouvons avoir une idée de base de la réaction de la population.

Le tableau suivant résume la situation en cas ou le service existerait :

<b>Tableau 15 : Fréquence escomptée des appels en cas de disponibilité de services dans les localités sans services</b>		
	<b>Fréquence</b>	<b>% Valide</b>
Moins de 5 appels/mois	84	57,5
Entre 5 et 10 appels/mois	29	19,9
Entre 10 et 15 appels/mois	5	3,4
Entre 15 et 20 appels/mois	6	4,1
Entre 20 et 25 appels/mois	2	1,4
Entre 25 à 30 appels/mois	9	6,2
Plus de 30 appels/mois	11	7,5
Total	146	100,0
Système manquant	11	

Nous voyons ici que les ménages sont très prudents : plus de la moitié compte effectuer au moins 5 appels dans le mois. Ensuite nous avons 19,9% qui comptent faire des appels situés dans l'intervalle 5 à 10 appels.

### **Les types d'appels à passer fréquemment si disponibilité dans les localités non servies**

Les appels de nature personnelle et d'urgence sont soulignés dans 57,1% des cas. Ils sont suivis des appels personnels sans urgence (23,7%) et ensuite des appels liés aux affaires et au travail (11,5%). Les appels liés aux finances ne sont soulignés que dans 3,2% des cas.

### **Les montants moyens mensuels à dépenser en cas d'installation d'infrastructure dans les localités non servies**

En cas d'installation d'infrastructure, les interviewés pensent dépenser mensuellement des sommes modestes. Il est intéressant de constater que les valeurs anticipées sont comparativement similaires au comportement observé dans les localités avec services. 73% de l'échantillon pensant dépenser entre 1 à 6 000 FCFA par mois de téléphone.

	Fréquence	% valide
Moins de 2000 FCFA	75	49,3
2000 à 4000 FCFA	25	16,4
4000 à 6000 FCFA	11	7,2
6000 à 8000 FCFA	9	5,9
8000 à 10 000 FCFA	12	7,9
Plus de 10 000 FCFA	20	13,2
Total	152	100,0
Système manquant	5	
Total général	157	

### **Direction des appels (entrants et sortants) en cas de présence de service**

La direction des appels anticipée est un peu similaire que dans les localités avec service. Les deux capitales comptent pour près de la moitié des appels sortants (43,6%).seulement ici, en deuxième position, les appels internationaux semblent être plus privilégiés (35%) que les appels locaux dans les chefs lieux de provinces (17,3%). On constate que les appels locaux escomptés à l'intérieur même des provinces est très faible (2,6%).

La provenance des appels entrants signalés par les interviewés suit la même logique que les appels sortants. (46,2%) en provenance des capitales, (32%) pour l'International Afrique 19,9% pour les chefs lieux de province et dans une moindre mesure les appels locaux (0,6%).

### **Choix des types d'accès.**

Comme avec les ménages situés dans les localités avec services, nous constatons que les ménages dans les localités sans services sont intéressés par des emplacements publics tels que les marchés (26,8%), les administrations publiques (15,3%), les résidences privés (5,1%).

Les caractéristiques les plus importantes d'un téléphone public sont l'emplacement pratique (59,2%) l'aide disponible (28%) et la discrétion (11,5%). La recherche de service de qualité (63,5%) est mise en avant plus que la recherche des appels moins chers (36,5%).

Si dans les localités couvertes on préfère le téléphone mobile, dans les localités non couvertes, 75,5% des enquêtés préfèrent le fixe. Cela est normal parce que beaucoup n'ont pas encore vu ou expérimenté cette forme de technologies. Les raisons principale de ce choix est le coût : 96,1% pensent que le téléphone fixe est moins cher que le mobile).

<b>Tableau 17 : Type de service téléphonique préféré selon les de choix dans les localités sans services</b>				
<b>Quel type de service téléphonique préféreriez vous ?</b>				
		<b>Mobile</b>	<b>Fixe</b>	<b>Total</b>
Moins cher	Effectif	3	73	76
	% dans raisons	3,9%	96,1%	100,0%
Plus fiable	Effectif	9	15	24
	% dans raisons	37,5%	62,5%	100,0%
Meilleur service	Effectif	14	13	27
	% dans raisons	51,9%	48,1%	100,0%
Autre	Effectif	12	16	28
	% dans raisons	42,9%	57,1%	100,0%
Total	Effectif	38	117	155
	% dans raisons	24,5%	75,5%	100,0%

La disposition à payer des ménages pour l'installation et l'utilisation de service de télécommunication dans les localités sans services.

Nos observations dans les localités non desservies donnent à peu près le même résultat que dans les localités servies. En fait, la classe modale qui se dégage est de 40 000 à 45 000 FCFA pour les frais d'installation d'un téléphone privé qui représente 64,9% des réponses des interviewés ;

### **Cas des téléphones publics**

Concernant les dépenses mensuelles escomptées en frais de communication en cas de présence de service, 45,4% pensent dépenser moins de 2 000 FCFA. La population qui est disposée à dépenser plus de 10 000 FCFA est égale à 14,2% de l'échantillon.

**Tableau 18 : Montant moyen/mois de dépenses en téléphones (téléphones publics) en cas de disponibilités de services dans les localités non servies**

	Fréquence	%valide
Moins de 2000 FCFA	64	45,4
2000 à 4000 FCFA	25	17,7
4000 à 6000 FCFA	11	7,8
6000 à 8000 FCFA	9	6,4
8000 à 10000 FCFA	12	8,5
Plus de 10000 FCFA	20	14,2
Total	141	100,0
Système manquant	16	
Total général	157	

**Tableau 19 : Statistiques de base sur le montant moyen/mois de dépenses en téléphones (téléphones publics) en cas de disponibilités de services dans les localités non servies**

N valide	141
Manquants	16
Moyenne	6 273,76
Médiane	2 500,00
Mode	1 000

### **Cas des téléphones privés**

Pour les téléphones privés, nous constatons que seulement 11% est disposée à effectuer des dépenses inférieures à 2 000 FCFA. Celle disposée à dépenser plus de 10 000 FCFA représente 27,4% de l'échantillon.

<b>Tableau 20 : Montant moyen/mois de dépenses en téléphones (téléphones privés) en cas de disponibilités de services dans les localités non servies</b>		
	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage valide</b>
Moins de 2000 FCFA	8	11,0
2000 à 4000 FCFA	10	13,7
4000 à 6000 FCFA	17	23,3
6000 à 8000 FCFA	7	9,6
8000 à 10 000 FCFA	11	15,1
Plus de 10 000 FCFA	20	27,4
Total	73	100,0
Système manquant	84	
Total	157	

## 2.2.2 Les types d'informations souhaitées par les interviewés.

### **Observations dans les localités avec service**

Nous avons essayé de voir quelles ont les types d'informations que la population désire acquérir. Par ordre d'importance, nous constatons que la population préfère les informations sur les prix de produits agricoles et la situation du marché (27,8%) ensuite les informations en matière de santé (20,8%), de service éducatif et de formation (20,8% également), les nouvelles générales et actualités (16,7%) et enfin les services et programmes gouvernementaux. (6,9%).

### **Observations dans les localités sans services**

Dans les localités sans services, nous constatons de même que les informations en matière de santé sont prédominantes dans les choix des ménages (30,8%), suivie par les informations sur les prix des produits agricoles et informations sur les marchés (19,2%), les services éducatifs et de formation (16,4%) et enfin les programmes gouvernementaux (6,8%).

### **L'intérêt pour la possession d'un téléphone**

Si 66,7% des interviewés sont intéressés à se procurer un téléphone nous constatons qu'ils ont une préférence pour les téléphones mobiles (54,5%) contre 45,5% pour le fixe).

Il est en revanche difficile de montrer statistiquement s'il y a une relation entre les deux groupes et la qualité de service désiré, le coefficient de contingence (Khi deux) n'étant pas significatif.

La raison principale qui explique la non volonté de possession d'un téléphone est le coût ; 14 personnes sur 16 ne voulant pas de téléphones ayant affirmé que c'est pour raison de coûts qu'elles ne désirent pas posséder cet outil.

En prenant la valeur modale comme référence, nous constatons que 35,5% de l'échantillon est prêt à déboursier une somme de 45 000 FCFA pour s'offrir un téléphone et à dépenser 7 818 FCFA en moyenne par mois pour les frais d'usage.

**Tableau 21 : Montant moyen à dépenser par mois en fonction de la disposition financière à s'offrir un combiné téléphonique dans les localités sans services**

Si oui, combien seriez-vous prêt à payer en plus pour le prix d'un combiné (mobile) ou de l'installation du téléphone ?	Dépense moyenne par mois pour les frais d'usage	N	Ecart-type
Entre 10 000 et 15 000F CFA	3 750,00	2	1 767,767
Entre 15 000 et 20 000FCFA	6 500,00	2	2 121,320
Entre 20 000 et 25 000F CFA	5 500,00	5	3 500,000
Entre 25 000 et 30 000F CFA	10 000,00	1	,
Entre 30 000 et 35 000F CFA	5 166,67	3	763,763
Entre 35 000 et 40 000F CFA	9 000,00	2	1 414,214
Entre 40 000 et 45 000F CFA	7 818,18	11	4 136,863
Entre 45 000 et 50 000F CFA	8 000,00	2	2 828,427
Plus de 50 000FCFA	12 500,00	3	11 456,439
Total	7 451,61	31	4 673,248

### **Comportements des entreprises et institutions dans la zone pilote en matière de communication**

Nous sommes intéressés dans la zone pilote à interviewer quelques entreprises et institutions publiques et privés. Au niveau des localités non couvertes, nous avons interviewé 34 entreprises et institutions réparties comme suit :

**Tableau 22 : Type d'entreprise ou d'institution interviewés dans les localités non desservies par les services de télécommunication**

	Agro-alimentaire	Commerce et transport	Administration publique	Artisanat	Industrie	Association/ Groupement	Total
Noumbiel	7	3		2		2	14
Bougouriba		2	4		1		7
Poni	2	5	3			3	13
Total	9	10	7	2	1	5	34

Dans les localités couvertes, nous avons pu interviewer 18 structures comme précisées dans le tableau ci après :

**Tableau 23 : Type d'entreprise ou d'institution interviewés dans les localités desservies par les services de télécommunication**

Province	Agro-alimentaire	Commerce et transport	Administration publique	Association/ Groupement	Total
Poni	1	4			5
Ioba	2		1	1	4
Bougouriba	3	1	4	1	9
Total	6	5	5	2	18

En général, les entreprises enquêtées étaient de très petite taille du fait que l'on a travaillé dans les localités rurales. Les entreprises agro alimentaires (restauration, moulin..) et le commerce sont les plus nombreux.

### **Observations dans les localités sans services**

#### **Moyens de communication et dépenses effectuées par les institutions**

Dans les localités non couvertes, le moyen de plus communication le plus utilisé est le déplacement dans une zone couverte pour effectuer des appels téléphoniques (61,8%), l'utilisation du courrier postal (14,7%), l'envoi de messenger et l'utilisation d'un téléphone portable dans une zone de couverture proche (8,8%).

En effet, on constate que dans les localités non couvertes, certaines personnes disposent de téléphones portables qu'elles utilisent dans des aires couvertes par les réseaux mobiles. Ces aires sont découvertes grâce à leurs propre recherches en se déplaçant sur des hauteurs (collines, arbres...) et en s'approchant des localités couvertes pour espérer recevoir le signal. Les endroits où l'on peut téléphoner sont matérialisés et ils peuvent s'y rendre à l'occasion pour appeler. Le problème est qu'il est difficile de recevoir un appel dans cette situation à moins de rester au même endroit sans bouger de quelques mètres, ce qui est très difficile.

En matière de dépenses en moyen de communication, nous constatons que les institutions dépensent moins de 2 000 FCFA en général (44,4%). Cela peut être du au fait qu'elle les discussions sont plus succinctes que les échanges d'ordre sociaux. Nous constatons en revanche que les déplacements dans les endroits avec services coûtent relativement chers (65% dépensant entre 2 000 à 4 000 FCFA).

Les endroits pour appeler sont généralement les télécentres privés.

La fréquence d'appel est faible : 65,2% faisant moins de 5 appels par mois. Nous constatons également que la plupart des appels sont liés aux affaires (60,7%) et le reste pour d'autres raisons.

		Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCFA	4000 à 6000 FCFA	8000 à 10000 FCFA	plus de 10000 FCFA	Total
Noumbiel	Effectif	7					7
	% dans Province	100,0%					100,0%
Bougouriba	Effectif	1	1	2	1	2	7
	% dans Province	14,3%	14,3%	28,6%	14,3%	28,6%	100,0%
Poni	Effectif	4	1	2	1	5	13
	% dans Province	30,8%	7,7%	15,4%	7,7%	38,5%	100,0%
Total	Effectif	12	2	4	2	7	27
	% dans Province	44,4%	7,4%	14,8%	7,4%	25,9%	100,0%



En ce qui concerne la situation des dépenses mensuelles en téléphones proprement dites, nous constatons comme au niveau des ménages que les institutions de la province du Noubiel dépensent moins de 2000 FCFA mensuellement pour les dépenses de communication. Au niveau de la Poni, 30,8% dépensent aussi moins de 2000 FCFA.

### **Préférence type de téléphone et frais escomptés en cas d'installation de téléphone**

Il est intéressant de constater que dans les entreprises et institutions situées dans les localités non couvertes préfèrent posséder leur propre téléphone (72,7%) plutôt que d'utiliser un téléphone public (27,3%). La même tendance s'observe pour l'usage de la téléphonie fixe (75%) au détriment de la téléphonie mobile (25%).

Les institutions et entreprises des localités sans services sont prêtes à débours des sommes allant de 20 000 FCFA à 60 000 FCFA pour s'offrir un poste de téléphone. A ce niveau, nous avons la tendance que les ménages parce que le mode de la contribution se fixe 45 000 FCFA pour 47,6% des répondants.

Concernant les frais mensuels pour le téléphone, nous constatons à ce niveau 76,2 % des interviewés sont prêts à payer une somme inférieure 10 000 FCFA par mois. L'option post payé est préférée par les institutions (62,5%) des répondants le réclame.

### **2.2.3 Observations dans les localités avec services**

La faiblesse de l'échantillon des entreprises et institutions dans les localités avec services rend difficile une analyse statistique rigoureuse (18 cas). Néanmoins, nous essaierons de voir les grands traits en matière de comportement communicationnel. Cette observation est importante pour comprendre et anticiper les comportements futurs dans les localités sans couverture de service de télécommunication.

Les entreprises et institutions des localités couvertes utilisent dans une large partie les échanges par téléphone pour entrer en communication avec leurs correspondants et partenaires.(15/18) les autres moyens de communication sont sous utilisés : déplacement physique (2/18)et envoi par courrier(1/18).

Elles dépensent généralement des montants faibles pour cela (moins de 4000 Ffa).

La fréquence d'utilisation de téléphones paraît faible contrairement à que l'on s'attendait, 50% ne dépassant pas 10 appels par mois. 2 seules entreprises et institutions sur les 18 atteignent et excèdent les 30 appels par mois.

En ce qui concerne les dépenses totales mensuelles en téléphones, elles sont aussi faibles comme le montre le tableau suivant.

Tableau 25 : Dépenses moyennes totales en communications téléphoniques par mois dans les localités avec service								
		Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCFA	4000 à 6000 FCFA	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10000 FCFA	Plus de 10000 FCFA	Total
Poni	Effectif	1		1	1		2	5
	% dans Province	20,0%		20,0%	20,0%		40,0%	100,0%
Ioba	Effectif					1	1	2
	% dans Province					50,0%	50,0%	100,0%
Bougouriba	Effectif	1	2		1		1	5
	% dans Province	20,0%	40,0%		20,0%		20,0%	100,0%
Total	Effectif	2	2	1	2	1	4	12
	% dans Province	16,7%	16,7%	8,3%	16,7%	8,3%	33,3%	100,0%

Nous constatons que 33,3% des entreprises situées dans les localités avec services font des dépenses supérieures à 10 000 FCFA en frais de communication : le niveau de dépenses est légèrement plus élevé que dans les localités sans services.

### **Choix du type de téléphones et fréquences des appels**

Les entreprises et institutions préfèrent avoir leur propre téléphone plutôt que d'utiliser un télécabine public, 68% (11/16) préférant cette situation et 31% (5/16) soit préférant les accès publics.

Le choix en faveur du téléphone fixe est prédominant (63,6%) et une des principales est le coût d'usage qui est selon les interviewés moins élevés que le mobile.

En cas de disposition de téléphone, environ 70% des interviewés pensent effectuer entre 0 et 10 appels par mois pour les communications locales et interurbaines. Pour les appels excédant 30 par mois, ils ne dépassent pas 20% des interviewés. Dans le cas des communications internationales, 50% préfèrent effectuer moins de 5 appels par mois.

La moitié des interviewés escomptent des appels entrants compris entre 5 et 20 par mois.

## 2.2.4 Orientations et fréquences des appels en cas de présence de services de télécommunication dans les localités non couvertes : avis des institutions et entreprises

**Tableau 26 : Statistiques escomptés des appels en cas de présence de service dans les localités non desservies: avis des institutions et entreprises**

	Nombre d'appels locaux	Nombre d'appels interurbains	Nombre d'appels internationaux	Nombre d'appels entrants/mois normal
N	24	24	23	24
Manquants	10	10	11	10
Moyenne	118,67	115,46	47,65	153,50
Médiane	12,50	17,50	2,00	30,00
Mode	100	2 <sup>4</sup>	2	30

**Tableau 27 : Fréquence probable des d'appels locaux par province dans les localités non desservies**

		Moins de 5 appels/mois	Entre 5 et 10 appels/mois	Entre 10 et 15 appels/mois	Entre 15 et 20 appels/mois	Plus de 30 appels/mois	Total
Noumbiel	Effectif	5				1	6
	% dans Province	83,3%				16,7%	100,0%
Bougouriba	Effectif	1	1			4	6
	% dans Province	16,7%	16,7%			66,7%	100,0%
Poni	Effectif	3	2	1	1	5	12
	% dans Province	25,0%	16,7%	8,3%	8,3%	41,7%	100,0%
Total	Effectif	9	3	1	1	10	24
	% dans Province	37,5%	12,5%	4,2%	4,2%	41,7%	100,0%

L'analyse des appels probables déclarés par les institutions est très contrastée. Une analyse par moyenne donnant des variations très grandes, nous sommes passés à une analyse par province afin de voir les différences.

Le Noumbiel est toujours partisan pour des consommations très faibles, 83% des répondants préférant effectuer moins de 5 appels locaux par mois. Nous observons en général une concentration des appels pour les montants faibles et pour les montants élevés dans les provinces. Le nombre d'appels compris entre 1 et 10 constituant environ 50% des interviewés et le nombre d'appels excédant 30 par mois est exprimé par 50% des interviewés en moyenne (66,7% pour la Bougouriba et 41,7% pour le Poni).

<sup>4</sup> Il existe de multiples modes

Pour les appels Interurbains, on constate la même tendance polarisée. En revanche, dans le cas des appels internationaux, la tendance est concentrée fortement entre 1 à 10 appels par mois (80% des appels) comme le montre le tableau ci-dessous.

**Tableau 28 : Fréquence probable des d'appels internationaux par province dans les localités non desservies, avis des entreprises et institutions**

		Moins de 5 appels/mois	Entre 5 et 10 appels/mois	Entre 15 et 20 appels/mois	Plus de 30 appels/mois	Total
Noumbiel	Effectif	6				6
	% dans Province	100,0%				100,0%
Bougouriba	Effectif	2	3		1	6
	% dans Province	33,3%	50,0%		16,7%	100,0%
Poni	Effectif	9		2		11
	% dans Province	81,8%		18,2%		100,0%
Tota	Effectif	17	3	2	1	23
	% dans Province	73,9%	13,0%	8,7%	4,3%	100,0%

En ce qui concerne le nombre d'appels entrants par mois, le Noumbiel comme à l'accoutumée fait montre d'une grande prudence, en revanche pour les autres provinces, on constate que plus de la moitié des institutions compte recevoir plus d'une communication par jour.

**Tableau 29 : Fréquence probable du nombre d'appels entrants/mois par province dans les localités non desservies**

		Moins de 5 appels / mois	Entre 5 et 10 appels / mois	Entre 10 et 15 appels / mois	Entre 15 et 20 appels / mois	Entre 25 à 30 appels/mois	Plus de 30 appels/mois	Total
Noumbiel	Effectif	3	2				1	6
	% dans Province	50,0%	33,3%				16,7%	100,0%
Bougouriba	Effectif		1			1	4	6
	% dans Province		16,7%			16,7%	66,7%	100,0%
Poni	Effectif		2	1	1	2	6	12
	% dans Province		16,7%	8,3%	8,3%	16,7%	50,0%	100,0%
	Effectif	3	5	1	1	3	11	24
	% dans province	12,5%	20,8%	4,2%	4,2%	12,5%	45,8%	100,0%

---

Les raisons principales d'usage de téléphone ainsi que les besoins de services de télécommunication dans les localités sans services : avis des institutions et entreprises

Parmi les raisons principales mentionnées par les entreprises, nous notons que les commandes d'approvisionnement/ achats (54,2%) dominant en premier lieu, suivi des ventes (30,4%) et l'obtention des informations sur les prix (27,3%).

En ce qui concerne les emplacements des services de communication, nous constatons deux choses :

- Plusieurs services de télécommunication sont peu désirés par les entreprises : 43,3% ne veulent pas de fax, 70% n'ont pas besoin d'Internet et 60% n'ont pas besoin d'ordinateurs et 31% des répondants semblent ne pas avoir besoin de service de poste; et
- Le télécentre est préféré dans bien des cas pour être doté en fax (34,8% contre 21,7% pour l'usage de ses propres locaux), les ordinateurs également (25% au télécentre contre 15 % dans ses propres locaux).

Quand au service de la poste et de l'Internet, les interviewés semblent préférer dans la même proportion sa leurs disponibilité dans les télécentres et dans leurs propres locaux (15% pour l'Internet et 31% pour la Poste).

### ***Utilisation probable de téléphone public***

Les raisons d'utilisation de téléphones publics sont similaires à ceux des téléphones publics. Nos observations ont montré que les entreprises et institutions mettent en avant besoins en commandes et approvisionnement (35,3%) ; es ventes (37%) ainsi que les informations sur le marché et les prix (20%).

Nous avons demandé aux entreprises d'estimer leurs fréquences d'utilisation de télécentre s'ils existaient dans leurs localités d'une part et d'autre part d'estimer la dépense moyenne qu'ils consacraient pour l'usage de cet outil.

En ce qui concerne le nombre d'appels escomptés dans les télécentres, nous constatons que la situation est similaire aux autres tendances :

- le Nombiel compte effectuer peu d'appels (moins de 5 appels par mois pour 91,7% des interviewés) ;
- En général, environ 50% des entreprises pensent utiliser très peu le services de télécentres, eux-mêmes pensant posséder le téléphone si l'occasion de présentait.

**Tableau 30 : Nombre de fois/mois d'utilisation d'un télécentre s'il en existait**

		Moins de 5 appels/mois	Entre 5 et 10 appels/mois	Entre 10 et 15 appels/mois	Entre 15 et 20 appels/mois	Entre 25 à 30 appels/mois	Plus de 30 appels/mois	Total
Noumbiel	Effectif	11	1					12
	% dans Province	91,7%	8,3%					100,0%
Bougour-iba	Effectif	1	3	1			2	7
	% dans Province	14,3%	42,9%	14,3%			28,6%	100,0%
Poni	Effectif	3	2	1	2	1	3	12
	% dans Province	25,0%	16,7%	8,3%	16,7%	8,3%	25,0%	100,0%
Total	Effectif	15	6	2	2	1	5	31
	% dans Province	48,4%	19,4%	6,5%	6,5%	3,2%	16,1%	100,0%

**Direction des appels (entrants et sortants) et les besoins de services de télécommunication dans les localités non couvertes**

Si avec les ménages l'orientation des appels (entrants et sortants) va de la capitale, des provinces et enfin en local et international, la tendance est légèrement différente en ce qui concerne les entreprises.

Les entreprises et institutions pensent que leurs appels sortants iront en direction premièrement des chefs lieux de province (51,6%), ensuite les deux capitales (32,3%) et enfin les appels internationaux en Afrique (16,1%). Curieusement, il n'est pas fait mention des appels sortants en direction des autres villages locaux.

Les appels entrants semblent suivre la même logique : les chefs lieux de province en première position (48,4%) suivis des capitales (32,3%), de l'International (12,9%) et enfin des appels locaux à l'intérieur des provinces (3,2%).

**Tableau 31 : Fréquence probable de réception d'appels, avis des entreprises/institutions dans les localités non desservies**

	Fréquence	% valide
Moins de 5 appels/mois	13	50,0
Entre 5 et 10 appels/mois	1	3,8
Entre 10 et 15 appels/mois	3	11,5
Entre 15 et 20 appels/mois	1	3,8
Entre 25 à 30 appels/mois	1	3,8
Plus de 30 appels/mois	7	26,9
Total	26	100,0
Système manquant	8	
Total général	34	

Une analyse des attentes en terme d'appels entrants montre que les entreprises de la zone pensent recevoir peu d'appels : 50% pensant en recevoir moins de 5 par mois. Néanmoins, un quart de ce public, soit 26,9% pensent recevoir en moyenne plus de 30 appels par mois, soit une moyenne de un appel par jour.

### ***Besoins en matière d'autres services de télécommunications dans les accès publics***

Les informations données par les institutions et entreprises des localités couvertes et les ménages vont dans le même sens. Les besoins les plus exprimés comme nécessaires et importants à combiner avec un service d'accès public de type télécentre sont la Poste (83%), le service mandats (32,3%), de fax (25,8%) et dans des mesures bien moindres, l'Internet et l'ordinateur (9,7% chacun) et enfin, le courriel (3,2%).

La préférence pour le télécentre classique au lieu d'un téléphone accroché au mur est très nette : 76,5% préfèrent le premier dispositif. Le lieu d'accès privilégié est toujours le marché (38%), suivi par les administrations publiques (23,5%). Les caractéristiques les plus importantes pour un téléphone public sont l'emplacement pratique (61,8%) et la tranquillité (23,5%).

### ***La situation de l'Internet***

Nous constatons que très peu d'entreprises ou d'institutions connaissent l'Internet dans les localités rurales. Nous avons eu seulement 4 réponses sur les 34 entreprises/institutions interviewées ; les raisons principales d'utiliser l'Internet se partagent entre la recherche d'informations (2/4) le courriel (1/4) et la vente sur l'Internet à travers son propre site web (1/4).

#### **2.2.5 Situation dans les localités avec service**

Dans les localités avec service, il est intéressant de constater que les interviewés, même ne possédant pas des services de communications élaborés ont une meilleure information sur ces services. On constate que 33% préfèrent le Fax dans leurs propres locaux et 25% au niveau du télécentre. Pour l'Internet, 33% le souhaitent dans leur locaux, le reste ne voyant aucun intérêt pour l'usage de cet outil. Le besoin en ordinateur semble plus important : 45,5% le préfèrent dans leurs locaux et seulement 9% au télécentre. Pour le service de Poste, 54% le préfèrent dans leurs propres locaux et 36% au télécentre.

#### **2.2.6 Appréciation du niveau de richesse de la population par les informateurs clés : localités non desservies**

Comme expliqué dans la méthodologie, nous avons demandé dans chaque localité visitée deux personnes sensés bien la connaître.

Les informations recueillies au niveau des informateurs clés ne diffèrent pas sensiblement des ménages ou entreprises interviewés. Nous allons nous concentrer sur les aspects de revenu, le niveau de richesse et le comparer avec l'appréciation des ménages et des entreprises. Cela nous permettra de connaître les comportements probables des ménages et des entreprises en fonction de leurs revenus, c'est-à-dire

qu'elle est la part du revenu que les ménages ou les entreprises seraient prêtes à dépenser pour les communications

**Tableau 32 : Appréciation du niveau des revenus par les informateurs clés, zones non desservies**

	Aisés : Revenu mensuel	Moyens : Revenu mensuel	Moins aisés : Revenu mensuel
N	14	15	14
Non réponses	3	2	3
Moyenne	199 642,86	69 333,33	30 357,14
Médiane	150 000,00	75 000,00	32 500,00
Mode	150 000	50 000	35 000

En prenant les modes comme référence, l'écart type étant très élevé, on constate que les personnes ayant un revenu mensuel égal au moins à 150 000 FCFA peuvent être classés parmi les personnes aisées. Les personnes dont le revenu mensuel est égal à 50 000 FCFA en moyenne sont classées comme revenus moyens, enfin les personnes pouvant avoir en moyenne 35000 FCFA sont classées parmi les faibles revenus.

### 2.2.7 Appréciation de la population par niveau de revenu ; déclaration des informateurs clés

Nous avons essayé de demander aux informateurs clés de nous donner en pourcentage les effectifs moyens des trois classes. Ces informations croisées avec le niveau des revenus et des provinces nous donne les tableaux suivants :

**Tableau 33 : Poids de la population dite Aisée, appréciation des informateurs clés dans les Zones non desservies**

	Entre 0 et 25%	Entre 25 et 50%	Total
75 000 FCFA à 100 000FCFA	2		2
100 000 FCFA à 125 000 FCFA	1	1	2
Plus de 125 000 FCFA	9	1	10
Total	12	2	14

**Tableau 34 : Poids de la population dite Moyen, appréciation des informateurs clés dans les zones non desservies**

	Entre 0 et 25%	Entre 25 et 50%	Entre 50 et 75 %	Plus de 75%	Total
25 000 FCFA à 50 000 FCFA	2	2			4
50 000 FCFA à 75 000 FCFA	3	1	1	1	6
75 000 FCFA à 100 000FCFA		4		1	5
Total	5	7	1	2	15



	Entre 0 et 25%	Entre 25 et 50%	Entre 50 et 75 %	Plus de 75%	Total
Inférieur à 25 000 FCFA		2	1	2	5
25 000 FCFA à 50 000 FCFA	3	6			9
Total	3	8	1	2	14

Les trois tableaux ci-dessus nous permettent de classer le pourcentage de la population par niveau de richesse. Nous constatons que la population aisée représente en moyenne 25% de la population, 12 nominations/14 donnant la classe de 0 à 25%. Pour la population à revenu moyen, le tableau suivant nous indique qu'il est situé entre 25 et 50% de la population (8 nominations/15 dont 4 à revenu compris entre 75 000 et 100 000 FCFA. Enfin, la population moins aisée doit faire à peu près 25 à 50% de la population totale.

En raisonnant par ordre d'importance, nous pouvons dire que la population aisée est inférieure à 25% du total, la population à revenu moyen comprise aussi dans cet intervalle et enfin la population moins aisée est de l'ordre de 50%.

		Inférieur à 25 000 FCFA	25 000 FCFA à 50000 FCFA	Total
Noumbiel	Effectif	4	2	6
	% dans Province	66,7%	33,3%	100,0%
Bougouriba	Effectif		3	3
	% dans Province		100,0%	100,0%
Poni	Effectif	1	4	5
	% dans Province	20,0%	80,0%	100,0%
	Effectif	5	9	14
	% dans Province	35,7%	64,3%	100,0%

		25000 FCFA à 50000 FCFA	50000 FCFA à 75000 FCFA	75000 FCFA à 100000FCFA	Total
Noumbiel	Effectif	3	2	1	6
	% dans Province	50,0%	33,3%	16,7%	100,0%
Bougouriba	Effectif	1	2	1	4
	% dans Province	25,0%	50,0%	25,0%	100,0%
Poni	Effectif		2	3	5
	% dans Province		40,0%	60,0%	100,0%
Total	Effectif	4	6	5	15
	% dans Province	26,7%	40,0%	33,3%	100,0%

		<b>75000 FCFA à 100000FCF A</b>	<b>100 000 FCFA à 125 000 FCFA</b>	<b>Plus de 125000 FCFA</b>	<b>Total</b>
Noumbiel	Effectif			6	6
	% dans Province			100,0%	100,0%
Bougouriba	Effectif	1		2	3
	% dans Province	33,3%		66,7%	100,0%
Poni	Effectif	1	2	2	5
	% dans Province	20,0%	40,0%	40,0%	100,0%
Total	Effectif	2	2	10	14
	% dans Province	14,3%	14,3%	71,4%	100,0%

<b>Province</b>		<b>Aisés : Revenu mensuel</b>	<b>Moyens : Revenu mensuel</b>	<b>Moins aisés : Revenu mensuel</b>
Noumbiel	Moyenne	191 666,67	65 000,00	25 833,33
	N	6	6	6
	Ecart-type	49 159,604	17 320,508	18 280,226
Bougouriba	Moyenne	183333,33	70000,00	38333,33
	N	3	4	3
	Ecart-type	104 083,300	13 540,064	5 773,503
Poni	Moyenne	219 000,00	74 000,00	31 000,00
	N	5	5	5
	Ecart-type	167 868,997	11 937,336	7 416,198
Total	Moyenne	199 642,86	69 333,33	30 357,14
	N	14	15	14
	Ecart-type	107 246,379	14 251,149	13 223,564

En considérant que la population la moins aisée représente la moitié de notre échantillon et que cette population a un revenu inférieur à 25 000 FCFA par mois, nous pouvons dire que la province du Noumbiel est la plus pauvre de la région, suivie par le Poni et enfin la Bougouriba qui s'en tire mieux avec une moyenne des moins aisés égale à 38 333 FCFA.

Nous allons, pour la suite de notre analyse prendre comme référence cette population la moins aisée avec la classe de revenu inférieur à 25 000 FCFA comme reflétant la moyenne de la région.

## 2.2.8 Calcul de la part des dépenses en télécommunication dans les revenus des ménages.

Pour calculer la part des dépenses en télécommunication dans les revenus des ménages, nous allons rechercher le lien qui existe entre les dépenses en communication et les revenus. Par hypothèse forte, nous pensons que les dépenses en communication sont seulement liées au revenu.

Tableau 40 : Disposition à dépenser en frais de télécommunication en fonction du revenu								
Si disponibilité de téléphone, quel montant moyen/mois dépenseriez-vous?								
		Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCFA	4000 à 6000 FCFA	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10 000 FCFA	Plus de 10 000 FCFA	Total
Moins de 25 000 F CFA	Effectif	47	9	4	1	3	3	67
	% du total	31,3%	6,0%	2,7%	,7%	2,0%	2,0%	44,7%
25 000 – 50 000 F CFA	Effectif	8	6	1	3	1	5	24
	% du total	5,3%	4,0%	,7%	2,0%	,7%	3,3%	16,0%
50 000 – 75 000 F CFA	Effectif	9	4	6	1	4	4	28
	% du total	6,0%	2,7%	4,0%	,7%	2,7%	2,7%	18,7%
75 000 – 100 000 F CFA	Effectif	5	4		2	1	2	14
	% du total	3,3%	2,7%		1,3%	,7%	1,3%	9,3%
100 000 – 125 000 F CFA	Effectif	2	1		1	1	3	8
	% du total	1,3%	,7%		,7%	,7%	2,0%	5,3%
Plus de 125 000 F CFA	Effectif	2	1		1	2	3	9
	% du total	1,3%	,7%		,7%	1,3%	2,0%	6,0%
Total	Effectif	73	25	11	9	12	20	150
	% du total	48,7%	16,7%	7,3%	6,0%	8,0%	13,3%	100,0 %

La population étant disposé à payer moins de 2 000 FCFA de téléphone par mois représente 48,7% de notre échantillon, ce qui est considérable. Les détenteurs de revenus de moins de 25 000 FCFA représentent presque la moitié de l'échantillon (44,7%).

## 2.3 DÉPENSE DES MÉNAGES EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'étude sur le terrain dans la zone pilote a permis à Intelcon de réviser de nombreuses questions liées à la prestation de services de télécommunications en milieu rural au Burkina Faso. Les résultats de l'étude de la demande effectuée en collaboration avec Yam Pukri ont produit un corps de données utiles et intéressantes. Intelcon a étudié toutes les données en prêtant une attention particulière à celles qui semblent critiques à la faisabilité du projet pilote et au programme d'accès universel, notamment :

- les revenus mensuels de ménage par province, tels qu'indiqués par les répondants dans les localités de recherche ;
- les dépenses mensuelles prévues en matière de télécommunications par province, dans les zones desservies et non desservies ; et
- les comparaisons des dépenses estimées avec les dépenses réelles à l'heure actuelle, dans des zones desservies et non desservies (où les habitants doivent se déplacer pour aller au téléphone le plus proche pour passer un appel téléphonique).

L'expérience des consultants relative à des études effectuées dans d'autres contextes ruraux indique qu'il est courant que certains répondants exagèrent leur dépenses potentielles en télécommunications tout en réduisant leur revenu. Lors de l'évaluation des données, les consultants ont découvert que parmi les 150 répondants de ménages, 33 indiquaient qu'ils seraient prêts à dépenser plus de 15 % de leur revenu mensuel en services de télécommunications. Ce montant dépasse les niveaux moyens enregistrés dans d'autres contextes internationaux, fréquemment de l'ordre de 2,5 à 5 %. Puisque l'inclusion de ces chiffres exagérerait les résultats d'ensemble de la recherche, les consultants ont choisi d'imposer un plafond de 15 % du revenu aux réponses de ces 44 répondants. Par conséquent, en sélectionnant le niveau de 15 % comme dépense maximale réaliste possible, les consultants ont pu minimiser le risque de sur-estimation<sup>5</sup>. Intelcon a aussi pondéré toutes les dépenses moyennes en télécommunications qui ont été enregistrées par les chercheurs dans les « groupes de dépenses » pour les modérer en les plaçant au point moyen de chaque groupe.

En ce qui concerne le revenu de ménage, on doit remarquer que les résultats de l'étude placent le niveau de revenu de ménage très proche des niveaux publiés par l'INSD en 2003. Nous sommes donc persuadés d'avoir obtenu des données de revenu suffisamment exactes. Toutefois, comme il est mentionné plus haut, il n'est pas rare pour les répondants de sous-estimer leur niveau de revenu réel devant les chercheurs. En fait, les revenus non officiels, saisonniers ou ceux qui ne sont pas payés en argent liquide sont souvent sous-estimés ; dans de nombreux pays, ils peuvent représenter de 30 à 50 % de plus que les niveaux de revenu déclarés.

Les résultats de l'étude relative aux dépenses en télécommunications estimées comme pourcentage du revenu de ménage sont dans l'ensemble assez élevés, ce qui indique un haut niveau de demande pour

---

<sup>5</sup> On notera que dans l'étude de demande d'accès universel actuelle d'Intelcon qui est en cours au Nigeria, une approche très similaire a été choisie pour les répondants qui déclarent des dépenses dépassant 15 % de leur revenu.

les services de télécommunications en milieu rural au Burkina Faso. Néanmoins, si on suppose que le revenu de ménage réel est en réalité plus élevé que ce qui est déclaré, les dépenses en télécommunications réelles *comme pourcentage du revenu de ménage total* sont certainement légèrement plus basses que le montrent les calculs.

Le tableau 3 illustre les résultats de l'étude relativement aux revenus de ménage mensuels et le pourcentage de dépenses en télécommunications, à partir des niveaux de revenu déclarés par les répondants. Les répondants à l'étude de demande dans les zones non desservies indiquaient qu'ils dépenseraient en moyenne entre 6 % (Noumbiel) et 12 % (Poni) de leur revenu mensuel déclaré pour des services de télécommunications. Après avoir plafonné à 15 % 33 des 150 estimations de dépenses des répondants à l'enquête de revenu de ménage, comme décrit plus haut, le niveau *rajusté* de paliers de dépenses se situe entre 4 % et 9 % du revenu, fixant la moyenne d'ensemble de dépenses déclarées à 6 % du revenu de ménage, pourcentage qui se chiffre à 3 355 FCFA par ménage. Ce chiffre est très comparable aux récentes études effectuées dans d'autres pays africains.

Tableau 3 : Revenu mensuel et pourcentage dépensé en télécommunications		
Indicateur	Estimation basée sur des données brutes	Estimation après avoir imposé un plafond de 15 % aux dépenses en télécommunications
<b>À l'échelle de la région</b>	(n=150)	(33 réponses plafonnées)
Revenu mensuel moyen	54 172	54 172
Dépenses mensuelles moyennes en télécommunications	4 183	3 355
% déclaré du revenu consacré aux télécommunications.	8 %	6 %
<b>Noumbiel</b>	(n=58)	(12 réponses plafonnées)
Revenu mensuel moyen	48 371	53 902
Montant mensuel déclaré moyen consacré aux télécommunications	2 635	1 356
% du revenu déclaré consacré aux télécommunications.	5 %	4 %
<b>Poni</b>	(n=46)	(17 réponses plafonnées)
Revenu mensuel moyen	52 446	64 750
Montant mensuel déclaré moyen consacré aux télécommunications	6 044	4 632
% du revenu déclaré consacré aux télécommunications.	12 %	9 %
<b>Bougouriba</b>	(n=35)	(4 réponses plafonnées)
Revenu mensuel moyen	66 050	70 798
Montant mensuel déclaré moyen consacré aux télécommunications	4 447	4 077
% du revenu déclaré consacré aux télécommunications.	7 %	6 %

Comme cité ci-dessus, le palier internationalement accepté pour les télécommunications se situe entre 2,5 % et 5 % du revenu de ménage mensuel. Cependant, nous avons aussi remarqué que depuis que les communications mobiles se popularisent, les niveaux moyens de dépenses augmentent. De fait, d'autres études ont aussi indiqué des chiffres supérieurs à 5 %. Toutefois, pour conserver des données modérées,

les consultants ont décidé d'utiliser 3 %, qui est le niveau de dépense déterminé au début du processus de prévision de subvention en s'appuyant sur le modèle financier. Par conséquent, tandis que les chiffres qui seront utilisés pour formuler la stratégie d'accès universel dans la région du Sud-ouest seront de 3 %, les chiffres réels pourraient bien s'avérer beaucoup élevés, peut-être même à hauteur de 9 % dans certains cas. Ces calculs seront revus après l'achèvement du processus d'appel d'offres de la zone pilote.

### **Observations**

L'enquête Burkinabé sur la condition de vie des ménages donne un niveau de revenu supérieur à nos estimations et recueilles de données de terrain. Pour la moyenne du Burkina Faso, l'étude de 2003 de l'INSD montre que plus de 50% des ménages ont un revenu inférieur à 600 000 FCFA, soit 50 000 FCFA par mois.

Si nos estimations donnent des chiffres plus faibles, cela est dû au fait que nous sommes concentrés le plus sur les revenus monnayables par les ménages, ce qui est différent du revenu total où une part importante n'est pas monnayable pour des dépenses telles que les télécommunications.

En effet, les dépenses non monétaires comptent pour environ 30 % du budget des ménages, une grande partie étant basée sur l'auto consommation surtout en milieu rural. Les dépenses monétaires annuelles moyennes dans la région du Sud Ouest est de 347 302 FCFA et les dépenses non monétaires de 284 930 FCFA, soit 45,1% du total ; Cet indicateur nous montre que notre approximation est plausible.

### 3 CONCLUSION

L'analyse des données au niveau de la zone du sud ouest a relevé les éléments suivants :

- Les raisons d'usage ou de possession d'infrastructure de communication dans la zone du Sud Ouest à dominantes sociales (santé, sécurité...) plus qu'économique et une politique d'installation doit en tenir fortement compte.
- Le besoin en services de communication est très fort dans la région. La population déploie des astuces de toutes sortes pour pouvoir échanger avec l'extérieur en se déplaçant dans des endroits où le signal est disponible pour appeler. Le niveau de possession de téléphones portables dans les localités même sans couverture montre que cet outil est devenu indispensable et que le nombre de détenteurs va croître fortement avec la mise en place d'un réseau de service de télécommunications.
- La population du Nounbiel a une attitude beaucoup plus réservée et a tendance à dépenser moins en frais de communication téléphoniques. Pourtant, c'est la zone qui apparemment est la plus enclavée et la plus proche des frontières du Ghana et de la Côte d'Ivoire. Bien que la région regorge de potentialités, il faudrait une plus grande sensibilisation à l'usage de ces outils pour accroître sensiblement le niveau d'utilisation.
- Les services de télécommunication de type fax, Internet, ordinateurs sont ignorés par la majeure partie de la population, celle celles qui est proche de Gaoua ou de Diébougou. Les populations ne voient donc pas un grand intérêt à leur usage. Les entreprises et institutions situées dans les localités couvertes semblent avoir plus d'informations et s'intéresser le plus à ces outils.
- Nous constatons aussi que le sens des appels entrants et sortants suit la même logique : les ménages sont plus orientés vers les capitales (Ouaga et Bobo), suivi par les échanges dans les chefs lieux de province et dans une moindre mesure les appels locaux.
- Les entreprises et institutions, quand à elles préfèrent échanger le plus avec les chefs lieux de province et ensuite avec les 2 capitales et dans une moindre mesure avec l'International.
- Il est intéressant de constater que la population met en priorité l'emplacement pratique et la tranquillité comme critère de choix des télécentres publics. Les marchés sont des endroits privilégiés pour installer ce genre d'infrastructures aux dires des interviewés.
- La méconnaissance des cabines publiques associées au fait que la population est en majorité analphabète semble faire pencher le choix sur des télécentres de type privée. L'assistance et l'aide à l'usage y est disponible.
- La disposition à payer en frais de télécommunication dans la zone est à prendre avec précaution. Nous estimons, compte tenu de la forte ruralité de la zone que les chefs lieux de départements doivent être les moteurs ou les zones potentiellement rentables. Nous avons estimé à 2,841 FCFA la dépense mensuelle en frais de communication par ménage comme une moyenne acceptable compte tenu des paramètres de ruralité, de la nouveauté du système de télécommunication dans des zones totalement dépourvues qui ont besoin d'une certaine culture de contact téléphonique et aussi de l'appréciation prudente des interviewés eux-mêmes.

---

## 4 RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES

- Décret N° 2003-176/PRES/PM/MPT portant adoption de la stratégie de développement du service universel en matière de télécommunications. Mars 2003, Burkina Faso
- INSD, Analyse des résultats de l'enquête Burkinabè sur les conditions de vie des ménages, Burkina Faso 2003.
- Ministère de l'Economie et des finances, Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté, Burkina Faso. version 2004.
- OUEDRAOGO Sylvestre, Panos, Afrique de l'Ouest (2004) Copying with poverty, in Panos report N° 48, Completing the revolution, the challenge in rural Telephony in Africa, Panos Institute, London.(www.panos.org.uk).
- Plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication du Burkina Faso 2001 - 2005 Elaboré avec le concours de la CEA et du CRDI .
- Premier Ministère, Délégation Générale à l'Informatique (mars 2004) "Projet de stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication". 2004 2006.
- Ministère du commerce, de la promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat, Projet d'appui à la Compétitivité et au Développement de l'Entreprise, Rapport sur les structures existantes et l'expérience internationale, assistance technique pour l'octroi d'autorisations/licences d'opérateurs de télécommunications en milieu rural., Intelecon/McCarthy Tétrault. Mars 2005
- Trading for Development, analyse situationnelle dans quatre régions du burkina : cascades, hauts-bassins, sahel et sud-ouest, Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales, 2004.
- [http://www.inforoute6communale.gov.bf/english/monographie\\_nouveau/mono\\_batie.htm](http://www.inforoute6communale.gov.bf/english/monographie_nouveau/mono_batie.htm) monographie de la commune de bati2 rapport définitif sagedecom, 2003



## **ANNEXES**

Annexe A : Tableaux détaillés des relations entre le revenu des ménages et les dépenses dans les localités sans services et avec services.

Annexe B : Présentation des localités étudiées

Annexe C : Observations et notations importantes, zones sans services.

Annexe D : Observations et notations importantes, zones avec services

Annexe E : Résultats d'étude: Ménages non services

Annexe F : Résultats d'étude: Ménages avec services

Annexe G : Résultats d'étude: entreprises et institutions non services

Annexe H : Résultats d'étude: entreprises et institutions avec services

## Tableaux détaillés sur la relation entre le revenu et les dépenses attendues en frais de communication

Tableau 42 : Disposition à dépenser en cas de présence de service par les ménages dans les localités sans services (Noumbiel)									
Disposition à dépenser en cas de présence de service par les ménages dans les localités sans services=>			Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCF A	4000 à 6000 FCF A	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10000 FCF A	Plus de 10000 FCF A	Total
Noumbiel revenu mensuel moyen	Moins de 25 000 F CFA	Effectif	24	4	1		1	2	32
		% du total	41,4%	6,9%	1,7%		1,7%	3,4%	55,2%
	25 000 - 50 000 F CFA	Effectif	2	1		2		1	6
		% du total	3,4%	1,7%		3,4%		1,7%	10,3%
	50 000 - 75 000 F CFA	Effectif	3	3	1			1	8
		% du total	5,2%	5,2%	1,7%			1,7%	13,8%
	75 000 - 100 000 F CFA	Effectif	3	2		1			6
		% du total	5,2%	3,4%		1,7%			10,3%
	100 000 - 125 000 F CFA	Effectif	2						2
		% du total	3,4%						3,4%
	Plus de 125 000 F CFA	Effectif	2	1			1		4
		% du total	3,4%	1,7%			1,7%		6,9%
		Effectif	36	11	2	3	2	4	58
		% du total	62,1%	19,0%	3,4%	5,2%	3,4%	6,9%	100,0%

Tableau 43 : Disposition à dépenser en cas de présence de service par les ménages dans les localités sans services (Poni)									
Disposition à dépenser en cas de présence de service par les ménages dans les localités sans services=>		Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCF A	4000 à 6000 FCF A	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10000 FCFA	Plus de 10000 FCF A	Total	
Poni revenue mensuel moyen par ménage	Moins de 25 000 F CFA	Effectif	8	4	2	1	1	1	17
		% du total	17,4%	8,7%	4,3%	2,2%	2,2%	2,2%	37,0%
	25 000 - 50 000 F CFA	Effectif	2	1	1	1	1	4	10
		% du total	4,3%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%	8,7%	21,7%
	50 000 - 75 000 F CFA	Effectif	3	1	1	1	2	2	10
		% du total	6,5%	2,2%	2,2%	2,2%	4,3%	4,3%	21,7%
	75 000 - 100 000 F CFA	Effectif		2			1	2	5
		% du total		4,3%			2,2%	4,3%	10,9%
	100 000 - 125 000 F CFA	Effectif						2	2
		% du total						4,3%	4,3%
	Plus de 125 000 F CFA	Effectif				1		1	2
		% du total				2,2%		2,2%	4,3%
	Total	Effectif	13	8	4	4	5	12	46
		% du total	28,3%	17,4%	8,7%	8,7%	10,9%	26,1%	100,0%

Tableau 44 : Disposition à dépenser en cas de présence de service par les ménages dans les localités sans services (Bougouriba)										
Disposition à dépenser en cas de présence de service par les ménages dans les localités sans services=>		Moins de 2000 FCF A	2000 à 4000 FCF A	4000 à 6000 FCF A	6000 à 8000 FCF A	8000 à 10000 FCF A	plus de 10000 FCFA	Total		
Bougouriba	Revenu mensuel moyen par ménage	Moins de 25 000 F CFA	Effectif	6	1	1		1		9
			% du total	17,1%	2,9%	2,9%		2,9%		25,7%
		25 000 - 50 000 F CFA	Effectif	3	4					7
			% du total	8,6%	11,4%					20,0%
		50 000 - 75 000 F CFA	Effectif	2		4		2	1	9
			% du total	5,7%		11,4%		5,7%	2,9%	25,7%
		75 000 - 100 000 F CFA	Effectif	2			1			3
			% du total	5,7%			2,9%			8,6%
		100 000 - 125 000 F CFA	Effectif		1		1	1	1	4
			% du total		2,9%		2,9%	2,9%	2,9%	11,4%
		Plus de 125 000 F CFA	Effectif					1	2	3
			% du total					2,9%	5,7%	8,6%
	Effectif	13	6	5	2	5	4	35		
	% du total	37,1%	17,1%	14,3%	5,7%	14,3%	11,4%	100,0%		

Tableau 45 : Disposition à dépenser par mois en frais de télécommunication (postes fixe privé) par les ménages dans les zones avec services									
Disposition à dispenser par mois frais de communication =>		Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCFA	4000 à 6000 FCFA	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10000 FCFA	Plus de 10000 FCFA	Total	
Bougouriba Quel est le revenu mensuel moyen de votre ménage ?	Moins de 25 000 F CFA	Effectif	1	2	2			5	
		% du total	5,9%	11,8%	11,8%			29,4%	
	25 000 - 50 000 F CFA	Effectif		2	2	1	2	7	
		% du total		11,8%	11,8%	5,9%	11,8%	41,2%	
	50 000 - 75 000 F CFA	Effectif					1	1	
		% du total					5,9%	5,9%	
	75 000 - 100 000 F CFA	Effectif			1			1	
		% du total			5,9%			5,9%	
	100 000 -125 000 FCFA	Effectif					1	1	
		% du total					5,9%	5,9%	
	7 Plus de 125000 FCFA	Effectif					1	1	2
		% du total					5,9%	5,9%	11,8%
	Total	Effectif	1	4	5	1	5	1	17
		% du total	5,9%	23,5%	29,4%	5,9%	29,4%	5,9%	100,0%

Tableau 46: Disposition à dépenser par mois en frais de télécommunication (postes fixe privé) par les ménages dans les zones avec services									
Disposition à dispenser par mois frais de communication=>			Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCFA	4000 à 6000 FCFA	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10000 FCFA	Plus de 10000 FCFA	Total
Poni Quel est le revenu mensuel moyen de votre ménage ?	Moins de 25 000 F CFA	Effectif			1				1
		% du total			20,0%				20,0%
	25 000 – 50 000 F CFA	Effectif			1	1		1	3
		% du total			20,0%	20,0%		20,0%	60,0%
	50 000 – 75 000 F CFA	Effectif			1				1
		% du total			20,0%				20,0%
	Total	Effectif			3	1		1	5
	% du total			60,0%	20,0%		20,0%	100,0%	

**Tableau 47 : Disposition à dépenser par mois en frais de télécommunication (postes fixe privé) par les ménages dans les zones avec services**

Disposition à dispenser par mois frais de communication=>		Moins de 2000 FCFA	2000 à 4000 FCFA	4000 à 6000 FCFA	6000 à 8000 FCFA	8000 à 10000 FCFA	Plus de 10000 FCFA	Total
loba Quel est le revenu mensuel moyen de votre ménage ?	Moins de 25 000 F CFA	Effectif		1			1	2
		% du total		11,1%			11,1%	22,2%
	25 000 - 50 000 F CFA	Effectif			2	1	1	4
		% du total			22,2%	11,1%	11,1%	44,4%
	50 000 - 75 000 F CFA	Effectif				1		1
		% du total				11,1%		11,1%
	75 000 - 100 000 F CFA	Effectif		1		1		2
		% du total		11,1%		11,1%		22,2%
	Effectif		2		3	3	1	9
	% du total		22,2%		33,3%	33,3%	11,1%	100,0%

---

## Présentation des localités étudiées

### 1. La province du Noubiel

Parmis les quatre villages échantillonnés, Fadio constituait la plus longue distance avec plus de 64 km du chef lieu de province Batié. Mais il est facile d'accès que les trois autres villages en particulier Tamipar qui n'est situé qu'à 18 km de Batié mais très difficilement accessible, vient ensuite Kosso, mais selon le major du CSPS, Kosso est facile d'accès en hivernage qu'en saison sèche.

#### Le relief

Les terrains des quatre villages sont constitués d'une chaîne de colline allant souvent d'est au nord. Toute fois on observe des reliefs particuliers tels que les bas-fonds et des cours d'eau. Les sols sont argileux, sablonneux favorables à la culture des tubercules et des céréales.

#### Le climat

Il est de type sudano-soudanienne. Il est masqué par une longue saison de pluie qui dure neuf mois de janvier à septembre-octobre et une saison sèche de trois mois. Ceci fait que dans la région on connaît deux saisons agricoles par an. Les activités humaines sont tributaires de cette répartition climatique. la saison sèche est surtout consacrée aux cérémonies coutumières tels que les funérailles, les mariages et des rites pour demander la paix dans le village.

#### La végétation

Elle est du type savano équatoriale avec de grands arbres qui s'étalent sur plusieurs kilomètres. Elle est constituée d'un tapis herbacé quasi saisonnier. De plus en plus, le surpâturage et le déboisement constituent des menaces pour certains espèces et surtout les conflits agriculteurs/ éleveurs qui se manifestent fréquemment.

## LE MILIEU HUMAIN

#### Peuplement

Les autochtones et fondateurs de quatre villages seraient des immigrés venues du Ghana et du nord Côte d'Ivoire. A Fadio hors mis un seul ménage tout le reste des habitants sont les birifors. A Kosso les autochtones sont des Lobi et on y rencontre des migrants dagara venus à la recherche de terre cultivable. Il y'a le personnel du CSPS qui est mossi. Les peuhls sont carrément à l'écart du village dans un campement. A Midebdo les autochtones sont des birifores, mais ce village est un carrefour qui abrite presque le 1/3 des ethnies du pays. On y rencontre des Dioula, Mossi, peuhls, dafing, Lobi, Sénoufo, djan, etc. Tamipar est la zone la plus fermée et la plus incarnée dans les pratiques coutumières. Seul le personnel du CSPS composé de Sénoufo, Mossi et Bobo y séjourne le reste des habitant est Birifore.

Les religions rencontrées sont l'animisme à plus de 90% et le reste se retrouve dans l'islam et le protestantisme.



---

La caractéristique majeure est la mobilité de la population vers le Ghana et la Côte d'Ivoire. Les séjours sont souvent long (plus de sept ans). Les revenus servent) l'achat d'équipement agricole, ) l'amélioration de l'habitat, aux cérémonies du funéraires et de mariage.

## ORGANISATION SOCIO-CULTURELLE ET POLITIQUE

### ORGANISATION SOCIO-CULTURELLE

Elle se manifeste à travers certaines cérémonies ou pratiques qui pourraient être analysées à travers les rites, les totems et interdits, les fêtes traditionnelles telles que les funéraires et les vols de femmes etc. même ) Midebdo où existe une population hétérogène, ces pratiques ou cérémonies sont en vigueur. Le dépositaire de la tradition est le chef de terre entouré de ses collaborateurs.

### ORGANISATION SOCIALE

Deux types d'organisations existent: il s'agit des organisations traditionnelles et organisations modernes.

#### Organisation traditionnelle

Il existe des groupes traditionnels spécifiques à l'image du clan, d'activités telles que la poterie, la vannerie, la forge; de même que l'organisation d'entraide culturelle. C'est un regroupement de personnes qui se forme selon la superficie culturelle et les liens d'affinité. Son caractère privé et rotatif fait de lui un groupe dynamique. Il constitue ainsi une forme d'épargne de travail, peut-être un tremplin de mobilisation dans le lancement et la rentabilité du téléphone.

#### Organisation moderne

Il s'agit des groupements socio-professionnels structurés. Fadio et Tamipar connaissent ce genre d'organisation. Ceci s'explique par leur éloignement peut être, enclavement et la non ouverture à d'autre structures. Il existe un seul groupement à Kosso celui des agriculteurs. Il bénéficie de l'appui technique et financier de la PNGT II. Midebdo connaît près de dix groupements et associations. Cette ouverture qui permet de bénéficier des services techniques et financiers de certains partenaires au développement.

#### Organisation politique

La réalité politique ne peut être cernée qu'en rapport avec le mode de structuration et d'occupation de l'espace. Il n'existe pas de chef de village. L'organisation politique traditionnelle relève de l'autorité du chef de terre. Le Responsable Administratif Villageois apparaît comme l'autorité politique moderne. Il assure la liaison entre l'administration moderne, s'occupe de la mobilisation des populations.

### Gestion du pouvoir

Le pouvoir traditionnel est géré par le chef de terre et ses collaborateurs, le pouvoir moderne relève de l'autorité du délégué du village qui n'exclue jamais le chef de terre.

### Rôle et Statut de la femme

Responsable du foyer, les femmes elles-mêmes affirment : "qu'une femme sert à cultiver, à faire des enfants et à aider son mari sur tous les plans". Le pouvoir de décision au niveau du ménage et du village incombe aux hommes. La femme n'a droit à la parole que lorsqu'on la lui donne. Elle est tenue à l'écart de toutes grandes décisions. Pour preuve "une femme ne peut jamais répondre à des questions concernent le ménage en présence de son mari. C'est lui qui est le chef de la cour et c'est lui qui répond. C'est un signe de désobéissance si elle le fait pendant que son mari est présent. Elle peut le faire si le mari a voyagé ou s'il ne vit plus". Diront ces deux femmes de Midebdo et de Kosso.

De nos jours quand-même, elle est consultée pour les travaux communautaires. La contribution de la femme au niveau des activités de production et de reproduction est essentielle, très remarquable. Elle mérite d'être impliquée dans les grandes prises de décisions pour le développement socio-économique de la localité.

Les infrastructures existantes des villages enquêtés de la province du Noubiel.

Elles sont en partie très insuffisantes. Le village de Fadio est totalement dépourvu d'infrastructure. Tamipar a une école, un CSPS et trois forages ; il en est de même pour Kosso. Seul Midebdo en est fournie : une école, un préfecture, un CSPS, une banque de céréales, quatre à cinq forages, un moulin , etc.

### Les intervenants extérieurs

Leur nombre est très limité dans les quatres villages. Hormis la préfecture de Midebdo, aucun partenaire traditionnel Etatique n'existe en réalité dans ces villages. Les partenaires au développement tel le PNGT II et le PDRD sont entrain de rentrer timidement dans ces villages. Cette situation trouve sa seule justification dans le fait que "cette localité est dite très favorisée par la nature" donc délaissée voir oubliée par l'Etat qui n'encourage d'ailleurs pas les partenaires au développement à s'y investir. C'est une zone à haute insécurité et toujours "troublée par des conflits agriculteurs/éleveurs". Selon les termes d'un gendarme de Batié. Il ajoute ceci "et faites tout pour que votre histoire du téléphone soit une réalité! Nous sommes face à d'intenses problèmes et nous sommes incapables d'agir. Même si pour les autres villages que vous avez choisi ne sera pas réelle faites tout pour qu'il y'ait un téléphone à Kpèrè! Je ne peux pas vous en dire plus, mais faites-y un tour et vous comprendrez ma demande".

---

## LES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES

### Les principales activités de production

Les populations des villages enquêtés ont pour principales activités de production l'agriculture, l'élevage, l'arboriculture.

#### L'agriculture

Elle est essentiellement vivrière et tuberculeuse et constitue une activité qui occupe la quasi-totalité des ménages. Les principales spéculations sont les cultures céréalières (petit mil, sorgho-rouge, maïs) et les légumineuses (arachide, haricot). La superficie culturale varie de 2 ha à 10 ha selon la taille de la concession et la capacité financière du chef de ménage.

La production des tubercules se fait durant toute l'année. Elle est essentiellement basée sur la culture de deux variétés d'ignames. L'igname dite traditionnelle qui est récoltée de septembre à décembre et la variété dite américaine qui est récoltée de mars et mi-mai. La superficie est la même que celle des céréales puisque c'est la place des tubercules que les céréales sont semées.

L'équipement agricole est ancien: charrues, charrettes et les producteurs pour la plupart n'utilisent que leurs semences locales. L'application de la fumure organique se résume à l'épandage de la poudrette de porc et de bovins dans les champs de céréales. Le PNGT II a introduit les fosses fumières récemment.

Compte tenu de l'abondance des pluies, on peut estimer la production céréalière à plus de 100t pour les quatre villages. Il en est de même pour la production d'igame. Elle est estimée à plus de 200t puisqu'elle est produite deux fois dans l'année.

#### L'élevage

Excepté Kosso, il est la 2ème activité principale dans les autres villages. Il s'agit d'un système extensif représenté par un cheptel herbivore et omnivore. Le système d'élevage pratiqué est mixte dominé par le petit ruminant (cabris, chèvres, porcs) et la volaille, les bovins ne sont pas en reste. Pour les autochtones, ils ont deux rôles principaux: c'est l'élément très essentiel des rites de mariage et un signe de richesse et de capacité du mari et du beau-fils. Si une femme a été dotée d'un bœuf, pour sa fille, il faut le double. Pour le cas des vols de femme, le voleur est tenu de rembourser au mari perdant le nombre de bœuf qu'il avait donné comme dot et ensuite donner un autre. Les bœufs servent aussi à faire face aux problèmes sociaux. Pour les peuhls, les bœufs sont la principale source de revenus financiers.

#### L'anacarde

A Kosso, la production d'anacarde est la 2ème activité. La superficie des champs varie entre 2 à 25 ha. Un hectare peut donner entre 300 et 400 kg à raison de 200f le kg. C'est une production qui est

entraîn de prendre de l'ampleur. C'est un produit exporté vers la Côte d'Ivoire, le Ghana et les pays européens.

#### LES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (AGR)

##### Les AGR / hommes

Elles sont des transactions secondaires qui viennent se greffer aux activités agricoles d'élevage.

##### La spéculation des céréales

Elle se fait surtout au niveau de Midebdo ou quelques individus achètent les céréales (maïs, petit mil) avec les groupements des producteurs pour les revendre plus chers sur d'autres marchés. L'activité est de courte durée et la rentabilité n'est pas toujours assurée.

##### L'élevage

C'est une activité qui est menée par les éleveurs peuhls et certains intermédiaires et surtout le coût de l'animal qui est fonction de son âge. Des bœufs Lobi, dagara ou birifor d'un an et trois ans sont vendus entre 75 000FCFA et 125 000FCFA. Les bœufs peuhls de même âge sont vendus entre 75 000 –80 000 et 150 000 –200 000 pour les bœufs de plus de trois ans. La part de cette activité dans l'ensemble des revenus des villages est notoire.

##### Les AGR / femmes

Malgré leurs multiples travaux domestiques, les femmes pour la plupart mènent de AGR. Les activités sont menées individuellement pour ce qui concerne la vente des produits alimentaire tels les beignets, les gâteaux, les galettes, beurres de karité, graines de néré, noix de karité, le riz. La préparation du dolo se fait en groupe de trois à quinze femmes mais vendu par une seule selon un système de rotation.

Leur revenu est très faible puisque les activités demeurent les mêmes. A Midebdo, les produits du groupement ou de l'association sont vendus au nom de l'organisation mais cela n'empêche pas les femmes à mener leurs propres AGR.

Le faible revenu des femmes peut être expliqué par une absence d'organisation féminine pour les trois villages à l'exception de Midebdo, un manque de formation, d'appui / conseil, de renforcement des capacités, de motivation.

Les revenus des AGR dans le Noubiel ne sont pas substantiels. Ils sont généralement utilisés pour la satisfaction des besoins familiaux, l'achat d'équipements agricoles et d'animaux etc.

##### Dynamique économique

La province du Noubiel dispose de potentialités humaines, naturelles à même d'améliorer les conditions d'existence de ses habitants. Le handicap majeur aujourd'hui est l'instabilité de la

population active mais qui est un atout majeur d'installation du téléphone dans la province. Les jeunes sont constamment en déplacement vers la Côte d'Ivoire et le Ghana à la recherche de fortune et d'émancipation. La plupart de l'acquittement de la dote, de la réfection des maisons, des équipements agricole et de la survie ( Tamipar) sont acquis grâce aux revenus de l'émigration . La province connaît un développement très lent avec grande insuffisance d'infrastructures sociales. L'habitat est de type traditionnel, les locaux de la préfecture et du Haut Commissariat datent du temps colonial. La capacité à investir reste méconnue et ne constitue pas une priorité.

## 2. La province du Poni

### Rôle et statut de la femme

Comme les femmes de la province du Nounbiel, les femmes du Poni jouent un rôle de second plan. Dans la gestion politique des villages enquêtés (Ponitchonon à Gaoua, djigoué à 98 km de Gaoua, Naco (35 km de Gaoua) Broum,broum (25km de Gaoua) les femmes ne sont associées à aucune prise de décision, puisque selon les règles de gestion des villages, ce rôle est l'apanage des hommes. Néanmoins, elles sont consultées pour les travaux communautaires. Selon elles mêmes, la vie de femme se résume aux activités d'entretien du ménage et la reproduction du système familial. Elles se disent qu'étant mariées par l'homme et non l'inverse ; elles leurs sont totalement soumises. Cette soumission provient non seulement de leur éducation sociale mais surtout du coût de la dot qui es aussi une des causes d'émigration des jeunes garçons. Tout ceci explique pourquoi il est difficile pour une femme de se considérer comme chef de ménage du vivant de son mari. Elle ne peut pas par exemple prendre de décisions pour le ménage en l'absence momentanée de son mari. C'est pourquoi, il nous a été difficile d'utiliser l'approche genre dans cette province.

Organisation traditionnelle confère à la Province du Nounbiel

### Organisations modernes

Les groupements socio-professionnels structurés constituent les organisations modernes. On peut citer : les groupements des agriculteurs, des éleveurs, des dolotières, des vendeurs de céréales (à Djigoué) des restauratrices etc. Le dynamisme de certains de ces groupements est très perceptible notamment au niveau de la mobilisation, il a été très facile pour la responsable du groupement féminin de Djigoué à réunir les femmes pour notre entretien. Il en a été de même pour Naco et Broum-Broum. A ce dynamisme, il faut ajouter une compétence endogène malgré le faible niveau d'alphabétisation, le manque de matériel, de formation et d'autofinancement. Nous pouvons dire nonobstant ces insuffisances, ces groupements constituent des organisations un peu opérationnelles, des « sociétés civiles du village ». Des actions de renforcement des capacités, des formations spécifiques et l'installation du téléphone, rendraient ce groupement opérationnel.

### Infrastructures existants dans les villages

La présence de l'Etat dans les villages de Djigouè, Naco, Broum-Broum et Ponitchono est nettement visible que dans les villages échantillonnés du Noubiel. Nous avons pu noter les infrastructures suivantes :

- Les écoles primaires de 6 classes, dans tous les villages,
- Les CSPS pleins,
- Le service de l'élevage à Djigouè compte tenu des conflits réguliers entre agriculteurs et éleveurs.
- La gendarmerie, la douane à Naco,
- La préfecture dans tous les 4 villages,
- Au moins 4 forages par village.
- La présence du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique etc.
- Les intervenants extérieurs ne sont pas en reste. Il ya :
- La présence très remarquée du PNGT II (Programme National de Gestion des Terroirs, 2<sup>ème</sup> phase) à travers la construction des fosses fumières,
- Le PDLP, L'association de Lutte contre les MST et le Sida à Naco, La GTZ etc.

### Données socio-économiques

Les principales activités de production des villages échantillonnés du Poni se résument à :

#### Agriculture

(Idem pour la Province du Noubiel)

#### Elevage

Confère Noubiel. Mais parmi les 4 villages, Djigouè est la zone la plus favorable à cette activité à cause de son climat et de sa proximité avec la côte d'Ivoire. A Djigouè, l'élevage Peulh est dominant. Par contre dans les 3 autres villages, l'élevage lobi, Dagara sont dominants pour les raisons culturelles. Il s'agit de l'élevage des bovins. Cette des porcins et ovins dominant celle du Noubiel

#### L'Anacarde

Elle est surtout pratiquée à Djigouè : les surfaces culturales varient entre 1,5ha à 15 voir 20 ha . Le prix au kilogramme est aussi 200frs pour la pleine campagne et 300frs au début et en fin de campagne.

#### L'arboriculture

Il s'agit de la production mangues principalement. Elles sont souvent vendues compte tenu de l'enclavement de la zone, par l'hectare, ou par chargement du camion. Le prix dépend de chaque producteur.

### L'apiculture

Elle est très remarquable à Djigouè et à Broum-broum. Les femmes s'y adonnent à merveille. Le litre est vendu à 750 frs chez le producteur et revendu à 1250frs par les femmes.

### La Production d'igname.

Elle constitue pour Djigouè et Broum Broum la troisième activité. Les deux villages rivalisent avec Kosso dans ce domaine. Naco est surtout un grand producteur de céréales spécialement le petit mil et le sorgho rouge.

Les activités génératrices de revenus (AGR) :

Les AGR des hommes. Pour les hommes, les AGR se résument à :

- La spéculation céréalière : Idem Noubiel. Ici elle est pratiquée par des hommes d'ethnie Sénoufo qui se sont installés à Djigouè ils ont même des magasins spécifiquement de stocks de céréales, viennent ensuite les hommes de Broum-broum, Naco.
- La vente des mangues, des anacardes et de miel.
- La vente de certaines volailles et d'animaux par les hommes pour pallier à certaines dépenses constitue aussi des AGR pour les hommes.

### Les AGR des femmes

Les femmes de Broum-Broum sont plus dynamiques que les femmes de Naco, et de Ponitchono. Leur dynamisme est lié à la présence du goudron, Broum-Broum est un carrefour. Les AGR des femmes des quatre villages sont :

Le commerce : la vente du miel, des œufs, du mil, sorgho rouge, des manques, des ignames etc.

Il y a aussi la vente du dolo qui se fait soit en groupe (5 à 15 femmes) et par rotation, soit en famille par rotation également au seuil par vente des galettes, beignets, cacouhouettes etc se fait régulièrement les jours de marché, il arrive aussi que d'autres la font de manière continue.

Les femmes de ces quatre villages sont nettement plus dynamique que celle du Noubiel pour la simple raison qu'elles savent profiter de certains signes prometteurs du développement local : goudron, électricité, téléphone etc.

Utilisation des revenus.

### 3. La Province du Nounbiel

#### Dynamique économique

La seule différence avec le Nounbiel est que la province du Poni est proche des grands centres urbains du pays (Bobo-dioulasso et Ouagadougou) que le Nounbiel ; Les informations parviennent mieux qu'au Nounbiel. Les habitants suivent le cours des événements, ils sont plus fréquents dans les grandes villes du pays. La preuve est que dans le Poni, la quasi totalité des enquêtés a au moins un parent dans une grande ville du pays ; Il connaissent mieux le téléphone que ceux du Nounbiel. Ils sont plus actifs grâce à tous ces facteurs. Les habitants savent pour la plupart ce qu'est un développement local, ils sont ouverts et favorables au changement social. Il suffit de poser les jalons pour que cette province, à cause de des ressources humaines, naturelles abondantes, mette en exergue son développement.

#### Analyse de l'installation du téléphone.

La distance pour appeler varie entre 98 km (ou 100km) et 50m. Le coût acceptable du téléphone est estimé entre 100-1500 frs et 4500 frs par mois. Il y a même un enquêté qui souhaite avoir accès à l'internet.

### 4. PROVINCE DE LA BOUGOURIBA

Villages concernés : Bamako, Dolo, Olbontoune, Bondjigui.

Rôle et statut de la femme (cfponi)

Organisation socio-culturelle, politique, modernes (cf poni)

#### Infrastructures existants dans les villages

Dans les villages échantillonnés à l'exception de la douane, la présence de l'Etat est perceptible à travers les mêmes actions que le Poni. Les quatre villages ne sont pas tellement éloignés de Diébougou qui est le chef lieu de province, Bondigui qui est le plus éloigné est à environ 50 km et la route est praticable. Malgré cette proximité, Bamako et Olbontouné sont dépourvu d'infrastructure : il y a que les écoles primaires et le CSPS à Bamako qui a 25 ou 30km de Diébougou. Olbontouné n'a qu'une seule de 3 classes. Le reste est infrastructures est concentré à Dolo chef lieu de département et remarquable à travers ses fils qui sont à la capital du pays. Il a un député qui « veille sur tout ce qui se passe à Dolo. Il est au courant de tout. Même notre venu, il le sait » diront l'informateur de l'olbontouné et le Préfet de Bondjigui.

Les intervenants extérieurs : Le PNGT II à travers les mêmes actions, VARENA, l'association de lutte contre le sida.



---

## Données socio-économiques

### Agriculture

C'est principalement la culture vivrière : petit mil, sorgho rouge, maïs etc. La zone fait partie de la zone soudano sahélienne, elle subit les caprices des pluies.

### L'élevage (Idem Province Poni)

#### Le commerce

Il est pratiqué particulièrement à Bondjigui par les mossis qui sont parvenu à initier le décollage du développement du village. « Le village est entrain de se développer grâce à nos étrangers mossi, ils se battent bien et certains autochtones sont entrain d'emboîter leurs pas » Ils ont intérêt sinon, ils risquent d'être des étrangers chez eux » dit cet enseignant de l'école primaire. « les mossis sont rentrés avec force, regarde les sanmatengas ce qu'ils font ? Notre totem c'est l'or, on ne doit pas le toucher comme ça, ils sont là tout le temps, ils profanent les lieux et on est tout le temps entrain de réparer et en plus ils ne laissent pas nos femmes » dira ce jeune émigré de retour. Bondjigui est en avance sur tous les autres villages dans ce domaine au point que le préfet a dit « nous sommes en avance sur Dolo en matière de ressources économiques mais c'est lui qui est le chef lieu pourquoi ? (rire ... tout le monde sait pourquoi »

### L'orpaillage

Il est pratiqué par les « sanmatenga » venus de kaya, yako, ouahigouya, ouaga etc. C'est une activité très très rentable mais non pratiquée par les autochtones. Les orpailleurs font la pluie et le beau temps dans la zone. Ils ont tous des téléphones portables, voyagent allègrement « changent les filles et les femmes à leur guise ».

### Utilisation des revenus (Idem Poni, Noubiel)

### Dynamique économique

Elle est du ressort des « Sanmatenga et des Mossi) à travers l'orpaillage et le commerce. Le reste cf Poni.

### Analyse pour l'installation du téléphone.

Le téléphone est connu dans la zone , les quatre villages on un réseau qu'il va falloir bien exploiter. Les habitants mêmes les personnes âgées (65 ans) ont des téléphones ou en ont déjà utilisé. La distance pour appeler varie entre 50 et 35 km, le coût mensuel acceptable est de 1500 frs à plus de 100 000frs par mois. Il y a l'école de Djikologo qui a déjà son site Internet, et le Directeur affirme qu'il est prêt à payer 12000frs par mois pour avoir accès à internet.

Les principales raisons d'installation du téléphone dans la province : cf fiches d'évaluation rapide ,  
fiche d'informateur clé de djikologo

Les résultats d'enquête nous permettent de faire une classification des villages en termes d'activités économiques.

- Bondjigui (orpaillage, commerce, agriculture, élevage)
- Dolo : (agriculture, élevage, commerce)
- Olbontouné : (agriculture, élevage)
- Bamako : (agriculture ; élevage ; commerce)

Les sommes mensuelles supportables pour l'utilisation du téléphone sont à 1 000frs et au delà de 100 000 FCFA par mois.

### **Les principales raisons d'installation (cf fiche d'évaluation Rapide et d'informateur clé) de Djigouè**

Selon les résultats d'enquête, on peut faire la classification suivante de ces villages à cause de leurs activités économiques.

- Djigouè (agriculture, élevage, anacarde, mangue, miel commerce avec la vente des articles divers. Les sénoufo sont de grands commerçants, certains ont mêmes des remorques)
- Broum-broum (agriculture, commerce, élevage, igname, miel, petit commerce.
- Naco (agriculture, élevage, commerce, beurre de karité ...)
- Ponitchonon (agriculture, commerce, élevage)

## **Annexe C : Observations et notations importantes par localité, zones sans service**

### **1) Localité : Kosso**

**Département : Boussoukoula, Nounbiel province**

L'installation de la ligne téléphonique est très nécessaire à Kosso pour les raisons suivantes :

1. Santé : Il faut 3 h de vélo pour appeler l'ambulance à Batié pour le transport des malades. Il faut le téléphone pour connaître la prévention et l'évolution des maladies épidémiques afin de prendre les dispositions nécessaires.
2. Sécurité : les CSPS sont souvent saccagés ou volés par des bandits selon l'infirmier du village.
3. Commerce : les producteurs dépensent 3000 f pour prévenir les acheteurs de l'enlèvement des ignames. La majorité des producteurs veulent être informés du prix de vente de l'igname à Ouaga pour éviter la spéculation.

La population est suffisamment riche dans ce village. Les chefs de ménage font de l'élevage, la culture d'igname à tel enseigne qu'ils ont surnommé une partie du village « Sankariaré » le nom d'un marché de Ouaga. L'anacarde rapporte à elle seule au minimum 600 000 à 800 000FCFA aux producteurs par an. La quasi totalité de la population a déjà utilisé le téléphone au moins une fois soit à Batié soit à Doropo en Côte d'Ivoire. La zone se prête à l'aise au développement socio-économique.

Elle a une longue saison pluvieuse de 9 mois (avril à décembre), le sol est donc très fertile, c'est dire que la population a un minimum pour assurer la survie du téléphone. Et l'infirmier atteste que « la bonne partie de la Côte d'Ivoire s'est transposée à Kosso » un jeune affirme aussi « nous sommes plus riches Boussou Koula le chef lieu de province ; nous les jeunes, nous sommes courageux, travailleurs ; nous voulons le développement de ce village ».

D'une manière générale, le village est formé par 2 petits villages ce qui fait qu'on se retrouve avec deux chefs de terre, 2 délégués tous autonomes. Il a une seule école primaire de 3 classes avec 5 ans d'existence seulement. Le taux de scolarité est actuellement à 40% et ceci est lié peut-être à la fertilité du sol et la proximité avec la Côte d'Ivoire. Les habitants de Kosso sont de braves agriculteurs et éleveurs. Les revenus mensuels ont été calculés sans prendre en compte les revenus provenant de la vente des produits de cueillettes tel que la vente du soubala, karité et beurre de karité, les lianes de goines, etc. il a reçu une subvention du Programme National de Gestion de Terroirs (PNGT 2) pour l'achat des matériels agricoles, la construction des fosses fumières. Kosso signifie pierre en langue lobiri.

### **2) Localité : Tamipar**

**Département : Batié, Nounbiel province**

C'est un village très très enclavé dont l'accès est très difficile de même que la population. Tami signifie en langue Birifor écorce de l'arbre qui sert à fabriquer la corde de l'arc, par égal à s'apprêter dans la même langue. Tamipar égal à s'apprêter pour tirer donc être en quelque sorte sur la

défensive. La pénétration y est très difficile. Il faut toujours se soumettre à l'examen de passage des génies avant toutes démarches pour le bien être de la population dans ce village.

Anecdote : Racontée par le personnel soignant.

« Pour la construction du CSPS, il a fallu égorgé au moins 3 poulets. Quand nous nous sommes installés, les nuits ont été les plus longues, les plus difficiles et nos plus mauvais souvenirs. Chaque nuit il y'avait des bruits étranges dans les chambres. L'accoucheuse a dû fuir pour aller rejoindre la préfecture après une nuit très atroce. C'est le préfet qui a appelé les responsables coutumiers en les menaçant, ils sont venus faire des choses et depuis là nous arrivons à dormir. Tout ce que nous faisons ici est contrôlé. Nous pouvons rester ici 5 jours sans recevoir un seul malade, pourtant il y a des malades dans le village ». Nous avons donné 4000 f pour l'achat des poulets et du dolo avant d'avoir la route par les génies pour commencer les enquêtes.

Ce fait ne serait-il pas une des causes de la précarité accablante de ce village ? Malgré la bonne pluviométrie, l'émigration des habitants vers le Ghana et la Cote d'Ivoire est forte. Tamipar n'a pas encore observé un changement social. Il serait intéressant d'installer le téléphone à Tamipar pour : Insuffler le changement social ou encore le changement de comportement, l'ouverture d'esprit de la population.

Accompagner la médecine moderne à améliorer la santé de la population « même le porte à porte pour les campagnes de vaccination ne sont pas faciles » dit le major du CSPS. Développer les activités économiques : l'agriculture se fait jusqu'à présent de manière traditionnelle. Peut être que le téléphone donnerait le courage à des émigrés de venir investir dans leur village à travers d'autres activités économiques tel que la vente des articles divers (boutiques), vente du pétrole, la réorganisation du système agricole et de l'élevage etc.

### **3) Localité : Midebdo**

**Département : Midebdo, Nounbiel province**

Les gens utilisent à la fois le CEDIS (Franc ghanéen) et le franc CFA.

Raison : La localité est situé à 1,5 km du Ghana où ils vendent la plus grande partie de leur production d'anacarde à des prix concurrents (250 et 400 CFA le Kg contre 150 et 200FCFA le kg au BF) ou au Ghana.

Village à cheval entre le BF, la côte d'Ivoire (1,5 km de la frontière) et le Ghana (3Km de la frontière) Radio est difficile d'accès. L'activité commerciale est très peu visible. La population mène une vie proche de celle du Ghana. Pour preuve, il y a des enfants qui y sont scolarisés. La population ne fait pas de différence entre le franc CFA et le CEDIS, le franc Ghanéen. Par contre, malgré le mélange de culture anglo-burkinabé, elle demeure ouverte et accueillante.

Analyse pour l'installation du téléphone.

Radio nécessite une ligne téléphonique dans les buts suivants :

1. Sécurité : La Zone est très enclavée car située dans « le bel Burkina » pour reprendre les termes d'un agent de la gendarmerie de Batiè. Favorisée par la nature, elle est délaissée en

matière de sécurité et donc ouverte aux bandits et autres malfaiteurs : deux gendarmes nous ont dit ceci « nous sommes tout le temps surpris par le problème d'insécurité de cette zone. Le médecin chef a été attaqué récemment à 11h et ce n'est qu'à 16h que nous l'avons appris par Ouargaye et faites tout pour qu'il ait un téléphone dans cette zone ».

2. Santé : Fadio connaît le même problème d'évacuation des malades que les autres villages enquêtés. Pire à Fadio, il est très éloigné (64km) de Batié où se trouve le district sanitaire 64km à vélo ou à moto laisse imaginer tout.
3. Développement économique : Fadio est une zone d'agriculture surtout de production d'ignames, mais très enclavé presque coupé du reste du Burkina. La bravoure, le courage. Il n'y a aucune institution ou entreprise. Les habitants se rabattent sur le Ghana. La précarité des populations est très perceptible.

Les pesanteurs sociales peuvent entraver l'implantation des antennes téléphoniques à des lieux plus favorables.

Anecdote : En 1996, une équipe de l'ONATEL a voulu implanter une antenne sur la colline du village. Cependant la population au lieu de collaborer, a complètement l'idée en avançant que c'était le lieu de leur fétiche.

Midebedo est une zone de migrants mossis, peulhs, dafing etc. la présence des étrangers a contribué au développement du village si l'on s'en tient à la multitude de groupements villageois, des institutions dans ce village. La population est très accueillante et hospitalière. Il faut donc l'encourager avec le téléphone pour :

1. Renforcer les capacités des populations dans le domaine de la formation, maîtrise de certaines techniques culturelles
2. Prévention et lutte contre certaines maladies tels que le Sida, la Méningite, qui entre toujours dans le pays par le Sud Ouest
3. La Réduction du taux de mortalité par un simple coup de fil téléphonique.
4. Sécurité : un coup de fil pour sécuriser ces braves travailleurs qui font la convoitise des bandits de même qui subissent les événements malheureux de la CI.
5. Activités économiques : Les producteurs d'ignames veulent connaître le prix de vente des acheteurs afin de ne pas se faire piller.

#### **4) Localité : Bondigui**

**Département : Bondigui, Bougouriba province**

On ne peut pas l'affirmer puisque les gens montent à 3 km du village sur la colline pour appeler.

Bondigui est un grand carrefour abritant deux grands sites aurifères qui drainent plus de 4000 orpailleurs. La présence de migrants mossi a contribué au développement économique du village « les mossi sont les grands commerçants et les plus riches ». les sites aurifères entraînent de nombreux

problèmes dans le village : le sida, l'évolution du banditisme et la dépravation des mœurs. L'or est sacré pour le djan. Ils trouvent que les sites aurifères sont profanés par les orpailleurs. Le village a été créé par deux chasseurs qui ont voulu vaincre les animaux féroces dont les lions. Ils ont matérialisé les lieux et s'y sont installés d'où le nom de « village des têtues » en langue djan.

Anecdote : les hommes et les jeunes se voient de plus en plus dépossédés de femmes et de filles par les orpailleurs qu'ils ont surnommés « sammatenga ». tu te débrouille avec ta femme ou ta fiancée le sammatenga vient seulement le flatter avec de l'argent et c'est fini. Ils nous prennent notre or et ajoutent nos femmes. « Actuellement tu es obligé si tu veux garder ta femme de te plier à elle sinon elle passe de l'autre côté ».

La présence des sites aurifères nécessite l'installation du téléphone :

1. Sécurité des populations : les orpailleurs sont extrêmement riches. Ils font la convoitise des bandits qui trouble régulièrement la quiétude de la population. « nous sommes tout le temps attaqués surtout quand on va prendre de l'argent à Diébougou » selon le chef de terre. Le préfet affirme la même chose « au moment où vous êtes arrivé, j'étais en pourparler avec la gendarmerie pour les attaques des bandits ». Sans téléphone vous voyez ce qu'on devient, nous sommes exposés comme ça tout le temps. De fois nuitamment il faut monter sur la colline avec tous les risques de morsure de serpent ou de scorpion pour pouvoir joindre l'autorité et la prévenir de ce qui se passe ici. Vraiment soulagez-nous avec le téléphone.
2. Santé : « nous n'avons pas d'ambulance et il faut évacuer un malade » encore les propos de M. le préfet. Le village est permanentement traversé par des camions ; il y'a beaucoup de risque d'accident.
3. Economie : les activités économiques sont très variables. La plupart des gens ont 2 ou 3 portables. Chacun souhaite avoir son propre téléphone s'il a des moyens. Le téléphone va permettre de mieux fructifier les activités céréalières, d'élevage et d'autres. Il faut forcément le téléphone à Bondigui pour surtout sécuriser la population qui vit au milieu des orpailleurs qui brassent des millions à longueur de journée. Ils se pavanent et exposent avec beaucoup de plaisir et de fierté leur avoir. Ils narguent les gens qui les regardent sans réagir.

## **5) Localité : Djigoue**

**Département : Djigoue, Poni Province**

Les deux informateurs clés ont fait les analyses à travers leurs commentaires. Je ne peux qu'appuyer ce qu'ils ont avancé pour avoir vu certaines choses : Etat de la route très dévastatrice, zone extrêmement riche et bénéficié de deux saisons des pluies mais manque d'infrastructure sociales et de moyens de sécuriser ces braves travailleurs. Les habitants sont très dynamiques, chacun lutte pour sa survie. Malgré le fait d'être oublié par l'Etat, ils ne se découragent pas, et ne se voient pas non à la fatalité.

Le téléphone fera de cette zone Djigoué, le vrai grenier du Burkina

**6) Localité : Dolo****Département : Dolo, Bougouriba province**

Dolo est un village à activités commerciales très limitées et pas développées. La majeure partie des ressources importantes engrangées par la population vient des transferts de fonds des dignes fils du village qui, étant en Europe ou en Amérique, n'oublie pas d'envoyer des fonds à la famille pour de multiples rites traditionnels.

Notons également que le village regorge de guérisseurs. Cette activité étant elle aussi génératrice de revenus assez considérables.

**Anecdote**

Un guérisseur (féticheur) signifiait à un agent de l'administration publique, qu'ils ne souhaitent jamais être un fonctionnaire car son activité lui procurait un revenu de plus 100 000 FCFA par mois. Ce qui le faisait pas envier la position de fonctionnaire de l'Etat.

NB : L'obstacle majeur à l'installation de la téléphonie serait plutôt social ; car il y a Dolo I et Dolo II, le village est souvent divisé face à des décisions d'installation d'infrastructures dans le village, chacun voulant abriter le siège.

**7) Localité : Olbontouné****Département : Dolo, Bougouriba province**

La proximité de Olbontouné fait qu'est plutôt rattaché à Dolo et est comme rattachement de Dolo. Il profite donc de toutes les structures implantées à Dolo.

NB : Olbontouné est à environ 1,5 km de Dolo.

Il est en étroite collaboration avec le PNGT2 (programme National de Gestion de Terroirs 2ème phase). L'animatrice du PNGT2 est originaire par alliance maritale de Olbontouné. Malgré son quasi rattachement à Dolo, chef lieu de département, sa population mène une vie précaire. Il faut surtout lancer ou réorganiser le système de culture qui est la principale activité de la population du village de « Ollo la nuque longue » ou Olbontouné en langue Djan.

Sa proximité avec Bondigui qui abrite une mosaïque de population à cause de ses 2 sites aurifères, accentue le problème d'insécurité. Il lui faut en conséquence une ligne téléphonique pour réduire l'insécurité.

Réduire le taux de mortalité : Ni Dolo ni Olbontouné ne bénéficie d'une ambulance. Il faut se déplacer pour la chercher à 35 km soit à vélo (3 heure de route) soit à moto où il faut déboursier au minimum 2400FCFA pour le trajet et payer le carburant pour que le véhicule effectue le déplacement avec toutes les incertitudes de ne pas l'avoir.

Dans le domaine du travail : le téléphone de nos jours est un outil de travail tout comme le bureau, la chaise du préfet etc. il faut le téléphone pour mieux gérer les activités entre le village et le chef lieu du département et le chef lieu de la province. Au niveau social et scolaire, le téléphone permettrait aux enseignants et agents de la santé d'avoir les nouvelles de leurs familles afin de bien mener leur travail respectif.

Le téléphone permettra aux habitants de Olbontouné de suivre des sessions de formation dans le domaine de l'agriculture ou ils sont vraiment en retard sur les agriculteurs de Banfora qui n'est pas très loin d'eux.

### **8) Localité : Nako**

#### **Département : Nako, Poni province**

Nako est un village frontalier du Ghana. Situé au sud, Nako est une localité à 12 km de la frontière avec le Ghana. La quasi totalité des structures étatique y sont représentées. On a accès à Nako par 3 routes principales venant de Gaoua, Diébougou et de Broum-broum. Nako signifie tuer le bœuf en langue Dagara.

Anecdotes : La 1ère armée française est rentrée à Nako, mais elle n'a pas tenu, face à la grippe qui tua un bon nombre de ses recrues. Elle se déporta donc vers Gaoua. Nako a bénéficié d'une ligne téléphonique dans le passé, suite à la bagarre entre deux groupes d'individus, la gendarmerie a intervenu. La population a affirmé que « c'est le téléphone qui a permis aux gendarmes de se mêler dans leur histoire. » Pour tenir à l'écart, elle a préféré déterrer tous les poteaux téléphoniques. Zone carrefour abritant beaucoup d'infrastructures sociales, Nako mérite une ligne téléphonique.

Sécuriser : les multiples habitants (émigrés y sont nombreux) c'est une zone frontalière qui mérite à ce rythme le téléphone.

Alléger la santé de la population : les habitants sont obligés d'aller à Gaoua à 35 km à vélo ou à moto pour appeler l'ambulance afin d'évacuer leur malade, zone frontalière, le sud ouest est souvent la première à connaître les épidémies de choléra, de méningite et de même que les MST et le SIDA. Le téléphone peut servir d'outil de prévention et de soulagement de ces maux.

Mener à bien les activités socio-économiques :

Administration : les enseignants, le personnel de la santé des différents projets de développement, de la douane, de la gendarmerie etc ont tous besoin du téléphone car c'est un outil de travail.

Activités économiques : le téléphone donnera un coup de départ aux activités économiques. Il permettra aux différents types de producteurs de se voir régulièrement des sessions de formation, de renforcement des capacités ; de recycler etc. Nako est une zone à potentialités multiples mais mal organisé et structuré, sous informé.



---

## **Annexe D : Observations et notations importantes par localité, zones avec service**

### **1) Localité : Bamako**

**Département : Diébougou, Bougouriba**

1. une chaîne de colline qui va d'est au sud.

A 10km seulement du chef lieu de province, Bamako souffre d'une insuffisance d'infrastructures sociales. Malgré la présence du réseau téléphonique, il n'existe aucun télécentre dans ce village. Les activités économiques ne sont pas très visibles à part la multitude des cabarets.

L'agriculture se fait toujours sur la base du système traditionnel. Le réseau existe déjà, il suffirait seulement de le viabiliser pour permettre le décollage du développement socioéconomique du village.

### **2) Localité : Pontchonnon**

**Département : Gaoua, Poni province**

Ce village qui est considéré comme un secteur de Gaoua est couvert. Il faudra peut-être diminuer le prix pour favoriser l'accès du téléphone à toute la population. Gaoua a déjà toutes les infrastructures socio-économiques ainsi que la sécurité.

### **3) Localité : Broum Broum**

**Département : Broum Broum, Poni province**

Chef lieu de département, Broum- broum situé à 25 km du chef lieu de la province Gaoua, demeure un carrefour commercial abritant beaucoup d'immigrés Mossi voir guinéens. Broum-broum en réalité broubrou en langue lobiri signifie « bouillant qui bouge ». Il reste marqué par le passage historique de Samory Touré lors de sa conquête dans le pays. Il existe toujours « celui qui tenait la calebasse dans lequel le cheval de Samory devrait uriner » à Broum-broum. Ce dernier un guerrier guinéen ferait venir à broum-broum d'autres compatriote guinéens. En tant que carrefour commercial, Broum-Broum mérite une couverture téléphonique.

#### **Activités économiques**

Broum-broum est une zone de production d'ignames, d'anacardes, et de miel. L'igname est transportée vers Ouagadougou la capitale ; il en est de même pour le miel et l'anacarde. A ceux-ci s'ajoute les multiples boutiques qui entourent le marché. L'élevage n'est pas en reste également. Les bœufs sont exportés vers la Côte d'Ivoire et le Ghana (bœufs peuhls ou Lobi).

Santé : même s'il dispose d'un CSPS plein, le service de santé manque d'une antenne chirurgicale. Le téléphone permettrait l'évacuation rapide des malades surtout que l'ambulance n'est qu'à 25 km de la localité.

Sécurité surtout routière

Il faudra un téléphone pour faire venir les forces de l'ordre ou les sapeurs pompiers en cas d'accident. Il faut la présence d'une autorité policière dans la zone pour éviter ou limiter les trafics malhonnêtes, dissuader les voleurs qui tentent « rarement » de troubler la quiétude de la population. Broum-broum est situé à 135 km de la côte d'Ivoire. Il n'est pas épargné des troubles que connaît ce pays. Le téléphone permettra de sécuriser la population.

Sécurité sociale :

Broum-Broum est une zone d'immigrés et d'émigrés. La présence du téléphone renforcerait et donnera une assurance morale aux familles « mon fils est parti depuis longtemps en Côte-d'Ivoire. Cela fait 7 ans que je suis sans ses nouvelles, de fois je le crois mort. Avec ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire, c'est le fils d'une voisine qui m'a dit qu'il l'a vu et qu'il se porte bien. S'il y'avait le téléphone ici, je dormirai tranquille, car on allait pouvoir s'appeler souvent » dit cette vieille femme rencontrée au marché. L'autorité administrative souhaite le téléphone car « c'est un outil de travail donc une nécessité. Ce manque a été relevé dans notre rapport annuel. A chaque rapport annuel, nous le soulignons ».

Cet outil de sécurité, de développement socio-économique et de santé doit être installé dans ce chef lieu de département.

**Anecdote** : un boutiquier de surnom DC possède un télécentre à l'aide d'un téléphone mobile. Le village utilise cette liaison. Il a pu avoir un poste communautaire auprès d'un opérateur et le village est désenclavé à partir de cet unique point.

#### **4) Localité : Djikologo**

**Département : Zambo, Ioba**

Il existe un télécentre mobile dans le village

Le réseau existe déjà et même sur la colline. Le village n'est très viable sur le plan économique. Il manque d'infrastructures sociales, malgré sa qualité de zone carrefour comme l'indique son nom en langue dagara « ils sont venus m'entourer ». Il existe un centre pour les rapatriés de Côte d'Ivoire. Ces derniers essayent de se réintégrer dans la vie socio-économique. La plupart dont un étudiant du niveau « DEA de mathématiques » se sont reconvertis à l'agriculture qui se pratique toujours de manière artisanale. La pluviométrie est en baisse d'où faible rendement agricole. Ce fait a été observé par le directeur de l'école qui affirme que « les parents d'élèves ont des difficultés/ou n'arrive pas à honorer les frais de scolarité ». Le village n'a qu'une école de 3 classes dont une seule est fonctionnelle. Elle a néanmoins un site Internet créé par des amis d'une ville française de France.

Le village a une chaîne de colline allant d'Est au Nord. La première colline a servi de protection aux militaires pendant le temps colonial. D'une manière générale, le téléphone servirait pour un point de départ pour le développement du village pour les raisons suivantes :

Education scolaire : l'école a déjà un site Internet et correspond avec des amis de France. Le directeur est obligé de venir jusqu'à Bobo pour lire le courrier Internet. L'absence du téléphone réduit principalement les échanges entre les 2 groupes. L'Internet permettra aux élèves d'échanger et surtout de mener des recherches pour leur orientation future.

Santé : l'absence de téléphone contribue d'une autre manière à « l'augmentation du taux de mortalité de la région » selon les informateurs clés. Il faut encore aller à vélo pour chercher l'ambulance au chef lieu du département à 25 km avec tous les risques de ne pas le trouver.

Social : la pauvreté de certaines personnes serait réduite grâce à un coup de fil à un parent qui est à l'étranger si on se réfère au discours de certains enquêtés « je suis dans la souffrance parce que mon frère ne le sait pas. Le télécentre coûte un peu cher pour appeler en Côte d'Ivoire ». Le directeur semble le confirmer en disant : « je suis seul ici, j'ai besoin d'appeler en famille pour donner de mes nouvelles. En cas de crise d'un enfant, je peux aussi utiliser le téléphone pour prévenir les parents ; il en serait de même lorsque j'aurais des collègues et qu'ils voudront donner de leur nouvelles à leurs familles ».

Economique : l'installation d'un télécentre permettrait peut-être à un rapatrié de mener une activité viable. La population pourrait suivre le cours du marché et fixer le prix de vente des céréales en conséquence.